



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2018-2019

CG/PG

P.V. FI 19

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 11 mars 2019

Ordre du jour :

7450 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2019

7451 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022

- Rapporteur : Monsieur André Bauler

Echange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Michel Wolter, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Alex Bodry, M. Sven Clement, M. Yves Cruchten, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, Mme Martine Hansen, M. Henri Kox, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth

M. Serge Allegrezza, Directeur du STATEC
M. Ferdy Adam, M. Bastien Larue, du STATEC

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Roy Reding, M. Michel Wolter

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

Le Directeur du STATEC et ses collaborateurs présentent la situation conjoncturelle et les prévisions sur base du document powerpoint repris en annexe. Ils apportent les informations supplémentaires suivantes :

- Cette année, les travaux relatifs au projet de budget 2019 et la préparation du Programme de stabilité et de croissance (PSC) tombent pratiquement au même moment. Le calendrier du comité économique et financier prévoit qu'à la suite du dépôt du projet de budget 2019, les travaux de préparation du PSC seront poursuivis. Ainsi, la prochaine mise à jour des chiffres sera disponible début avril: au 31 mars 2019, le Luxembourg doit notifier son déficit public prévu et effectif ainsi que le niveau de sa dette publique effective à la Commission européenne. Les comptes trimestriels seront bientôt disponibles et permettront l'examen des chiffres complets de l'année 2018. Il sera tenu compte de ces données récentes dans

l'élaboration du PSC. L'OCDE, la Commission européenne et la BCE viennent de publier leurs dernières prévisions qui révisent à la baisse la croissance au sein de la zone euro pour l'année 2019.

- Une question parlementaire récente a porté sur la validité du PIB comme indicateur de croissance au Luxembourg (question parlementaire n°136). La révision régulière du PIB par le STATEC est expliquée par la taille restreinte de l'économie luxembourgeoise, son manque de diversification, mais aussi l'impact que peuvent avoir les sociétés multinationales et autres structures en faisant fortement varier la valeur ajoutée créée au Luxembourg par le recours à des stratégies d'optimisation (cas survenu en 2017 et à l'origine de la révision de la croissance du PIB). Il faudra, à l'avenir et dans la mesure du possible, tenir compte de ce risque, identifié depuis peu. L'Irlande a expérimenté des problèmes similaires à ceux du Luxembourg.

En tout état de cause, le PIB reste un indicateur essentiel de l'évolution de l'économie du Luxembourg. Il appartient au Luxembourg de créer une interprétation adaptée aux caractéristiques et aux spécificités de son économie.

Il ne semblerait pas qu'une révision du PIB, similaire à celle effectuée pour l'année 2017, soit à prévoir pour l'année 2018.

Page 3 – Environnement international :

Le ralentissement de la croissance dans la zone euro est en relation, d'une part, avec des facteurs temporaires tels que le faible niveau du Rhin, les nouvelles normes automobiles et d'émission, l'effet des gilets jaunes en France, et, d'autre part, avec le ralentissement des échanges commerciaux au niveau mondial. La Chine est le pays le plus touché par ce ralentissement ; par ricochet, il atteint l'Allemagne et donc de manière indirecte le Luxembourg.

Page 6 – Luxembourg - Marché du travail :

Le graphique sur le nombre de chômeurs pour une offre d'emploi montre, début 2018, un ratio de deux chômeurs pour une offre d'emploi, ratio le plus faible depuis longtemps. Ce ratio s'explique surtout par une forte augmentation des offres d'emploi ces dernières années. Le fait que la baisse du chômage ait plutôt profité à des chômeurs relativement peu qualifiés montre que le marché du travail souffre d'une inadéquation entre les profils disponibles sur le marché et ceux qui sont recherchés (formations et diplômes offerts au Luxembourg inadaptés à la demande).

Page 7 – Luxembourg - Prix à la consommation :

Les prix administrés ont tiré l'inflation vers le bas en 2018 suite à la réforme sur les chèques services et des baisses de tarifs sur certaines prestations de santé (liées à une meilleure prise en charge des remboursements correspondants).

Page 9 – Luxembourg - Activité :

Sur les trois premiers trimestres de 2018, la croissance moyenne du PIB atteint les 3% sur un an. Cette croissance de l'activité a été soutenue en particulier par le secteur des services non financiers, notamment des domaines de la santé, des services aux entreprises, de l'information, de la communication et du commerce, et le secteur financier. Les chiffres de croissance des services financiers seront moins favorables pour le 4^e trimestre de l'année 2018.

L'emploi augmente de 3,7% en 2018 contre 3,4% en 2017.

Page 10 – Luxembourg – Activité - PIB en volume :

Le décalage entre la hausse du PIB de la zone euro et la baisse de PIB du Luxembourg en 2017 est en lien direct avec les facteurs techniques évoqués en début de réunion. La branche de l'information et de la communication en particulier a été fortement revue à la baisse (-15% en volume) en 2017, alors que l'emploi y croît de 6-7% la même année.

Page 12 – Luxembourg : prévisions :

Depuis 2018, le STATEC publie ses projections économiques à moyen terme dans un document séparé. La dernière version de ces projections est distribuée aux membres de la Commission et reprise en annexe. Elle sert de base au ministère des Finances et aux administrations fiscales pour les estimations de leurs recettes fiscales dans le cadre de la préparation du PSC.

Page 17 – Luxembourg : Taux d'intérêt :

Les projections élaborées par le STATEC en janvier 2019 ont déjà pris en compte le fait, confirmé depuis peu, que la BCE ne relèverait pas ses taux directeurs en 2019.

Page 18 – Luxembourg : Croissance du PIB :

La croissance du PIB potentiel est estimée à environ 3% pour les années à venir. La prévision du PIB en volume anticipe une croissance de 3% pour les années 2018-2019, mais un rebond à 3,8% est prévu pour l'année 2020. La moitié de ce rebond s'explique par les variations projetées de l'indice boursier Eurostoxx (-4,5% en 2019, +7% en 2020), l'autre moitié, en partie, par un réalignement de certains exports par rapport à la demande étrangère. A moyen terme, la croissance potentielle devrait de nouveau atteindre les 3%.

Page 19 – Luxembourg : Emploi et chômage :

L'estimation de la croissance du PIB en volume s'avère actuellement problématique, car elle semble être en décalage par rapport à d'autres indicateurs conjoncturels tels que l'emploi, les recettes fiscales, les enquêtes de conjoncture. Pour cette raison, le STATEC s'appuie davantage sur d'autres indicateurs, dont notamment celui du marché du travail dont les chiffres sont fiables, disponibles rapidement et peu volatils. La prochaine Note de conjoncture (à paraître début juin 2019) comportera une partie approfondissant le sujet de l'emploi.

Page 20 – Luxembourg : Salaires :

En fin de période, le salaire réel (coût salarial moyen nominal moins inflation (ou échelle mobile)) baissera.

De l'échange de vues, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- En réponse à une question de M. Sven Clement concernant les deux échelles utilisées dans le graphique de la page 10 sur l'évolution du PIB en volume de la zone euro et du Luxembourg de 2000 à 2017, il est précisé que l'emploi de deux échelles permet surtout de montrer la très forte connexion historique entre la croissance du Luxembourg et celle de la zone euro, ainsi que la déconnexion entre les deux sur les années les plus récentes.

- M. Sven Clement souhaite savoir si le STATEC dispose d'une hypothèse permettant d'estimer les effets d'une baisse de l'indice boursier Eurostoxx de 20% sur les recettes de la taxe d'abonnement.

M. Ferdy Adam indique qu'il existe une équation dans ce sens tenant compte d'une certaine élasticité (estimée sur une longue période). Il s'engage à fournir des chiffres à ce sujet après la présente réunion. Il précise encore qu'une hausse maintenue de l'Eurostoxx de 10% entraîne un impact permanent d'environ 0,5% sur le PIB en volume.

- M. Laurent Mosar revient aux hypothèses contenues dans la « Note au formateur » dont une partie a pour effet une baisse des recettes du secteur financier ou tient compte du risque d'une indemnisation des chômeurs en dehors du Luxembourg et du risque d'une hausse de la contribution luxembourgeoise au budget communautaire suite au Brexit. Il ne retrouve pas ces risques dans la présentation du STATEC.

M. Serge Allegrezza signale que les risques/défis énumérés dans la « Note au formateur » n'ont pas été pris en compte dans les projections économiques à moyen terme du STATEC.

- M. Mosar constate que le STATEC tient surtout compte, quand il s'agit d'évaluer les risques auxquels est confronté le secteur financier, de ceux liés à la variation de l'indice boursier, alors que d'autres risques lui semblent tout aussi importants. Il cite, à ce titre, les nouvelles réglementations mises en place dans le cadre de BEPS et en matière de substance des entreprises, la consolidation de la base d'imposition des sociétés et la mise en place d'un registre des bénéficiaires. Il souhaite savoir à quel niveau ces risques sont pris en compte dans les prévisions.

M. Allegrezza explique que les effets éventuels des risques cités sont difficilement prévisibles à l'heure actuelle. Il suppose que le ministère des Finances y fera référence dans le cadre de la préparation du prochain PSC.

- M. Gilles Roth souhaite savoir quelles sont les structures qui ont contribué à déstabiliser le PIB de l'année 2017. Il ajoute que, d'un point législatif, aucune mesure en défaveur de la compétitivité de l'économie n'a été prise au cours des deux dernières années.

M. Allegrezza explique que le STATEC analyse de près l'évolution de certaines sociétés ou structures (dont la « production » pourrait représenter environ 20% du PIB), afin de détecter le plus rapidement possible tout signe de changement dans la valeur ajoutée à utiliser pour le calcul du PIB. Il n'est cependant pas possible d'anticiper les actions entreprises par les sociétés sur base de décisions ou de réglementations mises en place par d'autres pays (comme par exemple suite à la réforme fiscale aux Etats-Unis). Cette incertitude peut avoir des conséquences positives ou négatives considérables.

M. Adam ajoute que l'estimation du PIB pour l'année 2017 sur base des comptes nationaux n'est que la première estimation. La dernière estimation définitive (clôturée) du STATEC porte sur l'année 2014. Pour l'année 2017, il n'a pas encore été tenu compte des résultats des enquêtes d'entreprises. Sur la base de l'expérience des dernières années, la révision des données historiques permet d'identifier un écart-type d'environ 0,75% sur la croissance annuelle du PIB en volume. Une révision des chiffres de 2017 aura donc lieu sur les prochaines années et il se pourrait qu'à son issue, le PIB de 2017 soit revu à la hausse.

En réponse à une question de M. André Bauler, M. Allegrezza explique que les activités de la place financière étaient plus stables et plus transparentes dans le passé. L'hyper-régulation du secteur financier permet au STATEC de disposer de données nombreuses et fiables, mais il reste des domaines (shadow finance) moins ou non régulés qui représentent des risques.

- M. Roth revient à la page 12 de la présentation du STATEC sur laquelle il est indiqué qu'il n'a pas été tenu compte, dans la prévision du STATEC réalisée fin janvier 2019, de la hausse des accises sur les carburants, inscrite dans le projet de loi budgétaire (déposé début mars 2019). Il rappelle que, dans la « Note au formateur », il a été estimé que la hausse des accises sur les carburants d'un cent entraînerait une perte de recettes de l'Etat de l'ordre de 75 millions d'euros, alors que le projet de budget prévoit une hausse des recettes de 2,5 millions d'euros pour 2019. M. Roth souhaite connaître le modèle menant le STATEC à sa prévision d'un recul des recettes de 75 millions d'euros.

M. Allegrezza indique que le STATEC étudie ce sujet depuis un certain déjà. Il fait également allusion aux controverses qui ont eu lieu à ce sujet dans le passé entre le professeur Ewingmann et le STATEC. Un groupe de travail interministériel a travaillé sur l'impact des accises sur les recettes et les volumes de carburant sur base des simulations du STATEC. Le STATEC ne disposait pas du montant précis des accises additionnelles qui grèveraient les différents carburants au moment où il élaborait ses dernières prévisions. Cette hausse sera évidemment prise en compte lors de la préparation du PSC. Il s'agira d'en évaluer l'impact à court et à moyen terme. Une telle évaluation est difficile et non exacte ; les chiffres avancés par les uns et les autres n'étonnent donc pas vraiment.

M. Adam explique que les prévisions du STATEC reposent sur une équation basée sur des données historiques et séparant le diesel professionnel des autres carburants. Il est évident que les nouvelles estimations du STATEC arriveront à des chiffres différents de ceux publiés dans la « Note au formateur », puisqu'il est finalement prévu que les accises du diesel augmentent de 2 cents/litre et de 1 cent/litre pour l'essence. Il n'est pas contesté qu'à moyen terme ces augmentations entraînent une baisse des ventes de carburants d'environ 100 millions de litres et que cette baisse aura également un impact sur les ventes de produits associés à l'achat de carburant (tabac, alcool).

- M. Alex Bodry constate que les administrations fiscales ont basé leurs estimations à partir de 2020 sur les projections du STATEC. Il s'étonne du fait que, malgré une croissance économique de 3% au cours des prochaines années, il est estimé que l'emploi ne croîtra plus que de 2% sur la même période.

M. Adam explique qu'une révision des chiffres du PIB (p. ex. pour l'année 2017) entraîne également celle de la productivité. Il précise que le calcul de la productivité ne prend pas compte des données du secteur financier et des services non-marchands. La productivité « révisée » pour l'année 2017 est en train de se rétablir et arrivera à un niveau où l'activité croîtra légèrement plus vite que l'emploi à moyen terme. Il est encore spécifié que l'économie luxembourgeoise se situe en fin de cycle conjoncturel, caractérisée par une hausse des taux d'intérêt et une baisse de l'investissement et de la consommation des ménages.

- En réponse à une question de M. Bodry, M. Adam indique que les projections à moyen terme du STATEC restent valables jusqu'à la fin de l'année, mais que celles à court terme évoluent en fonction des données de l'année 2018 (somme des quatre trimestres), disponibles en avril, de la première estimation des données annuelles des comptes nationaux se référant à l'année 2018, disponible à l'automne 2019, et des hypothèses internationales, en évolution constante. M. Allegrezza précise que le STATEC fournit au gouvernement une mise à jour de ses projections fin avril.
- M. Franz Fayot souhaiterait disposer d'une analyse plus détaillée des opérations qui ont provoqué la baisse du PIB de l'année 2017. Il plaide en faveur d'un éloignement de l'économie luxembourgeoise de l'industrie de structuration de sociétés. Selon lui, il serait possible que, comme en 2017 les mesures BEPS et d'autres nouvelles réglementations

n'étaient pas encore en place, l'« évènement » à la base de la baisse du PIB soit unique et non-reproductible par la suite.

- M. Fayot pose une question relative à l'incidence de la digitalisation sur le développement de l'emploi.

M. Allegrezza signale que la digitalisation est prise en compte de manière indirecte par le biais du facteur du progrès technique. Il fait ensuite référence à une étude réalisée par un institut allemand sur demande de la Chambre de commerce et de la Chambre des salariés, selon laquelle la structure de l'emploi au Luxembourg se caractérise par une prédominance d'emplois à haute qualification. Ce type d'emploi est moins vite remplaçable par la robotisation.

- M. Henri Kox se demande si, à plus long terme, le rythme de croissance de l'économie luxembourgeoise ne s'adaptera pas, petit à petit, à celui de la zone euro.

M. Adam explique que le secteur financier est à la source du surplus de croissance au Luxembourg, constaté dans le haut du cycle économique. Les projections à moyen terme du STATEC prévoient toujours le décalage entre le taux de croissance de la zone euro et celui du Luxembourg. Il est précisé que ces projections se basent sur un modèle à structure constante. En cas de bouleversements importants de certains facteurs de ce modèle, le STATEC intervient en dehors du modèle afin d'en tenir compte.

- En réponse à une demande de M. Kox, M. Allegrezza signale que l'étude sur le tourisme à la pompe sera mise à jour afin de tenir compte de la hausse des accises sur le carburant à partir du 1^{er} mai 2019. Il ajoute que le STATEC est en train de mener à bien un projet intitulé « Economie Energie Environnement (EEE) » avec le ministère de l'Energie et financé par le fonds de Kyoto. Ce projet couvre également les aspects du tourisme à la pompe.
- En réponse à une question de Mme Josée Lorsché, M. Allegrezza renvoie aux projections à long terme du STATEC selon lesquelles l'un des facteurs déterminants poussant les étrangers à venir s'établir au Luxembourg est l'emploi, mais aussi l'attractivité du pays.
- Suite à une question de Mme Lorsché, le Directeur du STATEC précise que les enquêtes de conjoncture se constituent d'opinions positives ou négatives dont le solde renseigne sur la tendance de la conjoncture.

Luxembourg, le 21 mars 2019

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Gueennec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler

Annexe :

- Présentation du Statec intitulée « Situation conjoncturelle et prévisions »
- 105 - Economie et Statistiques – Working papers du Statec – Projections économiques à moyen terme 2019-2023 de mars 2019



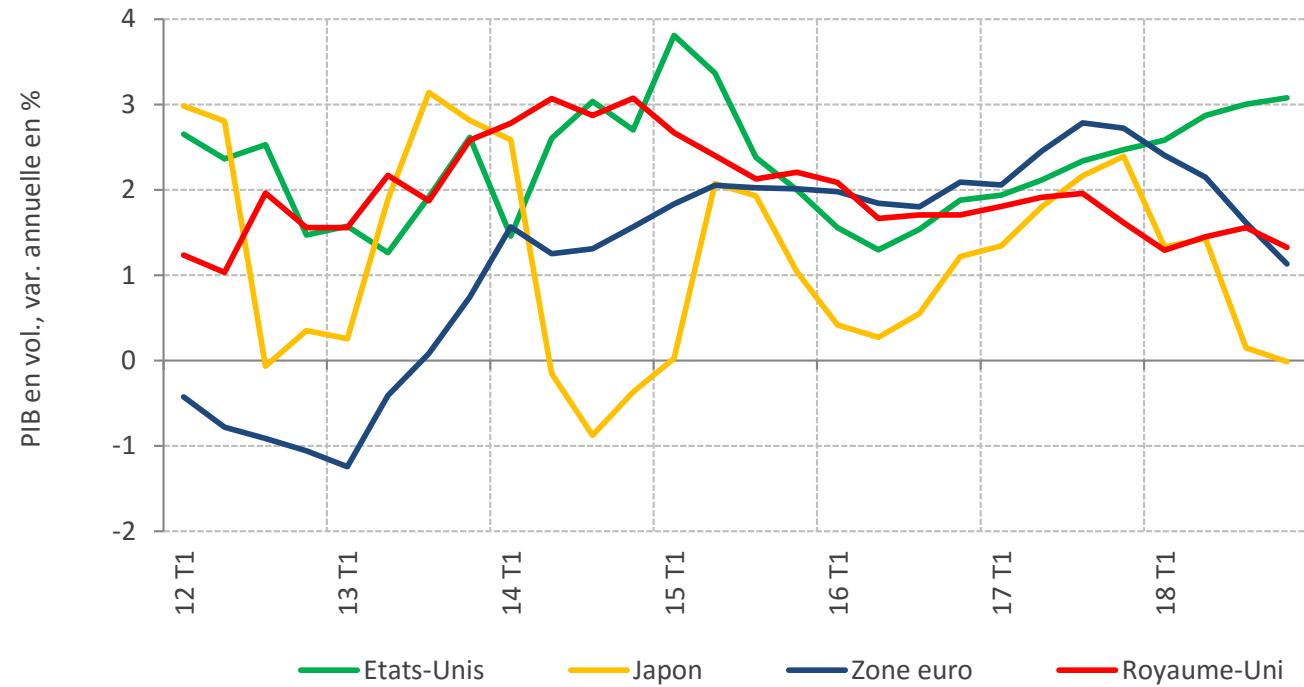
Entrevue à la Chambre des Députés

Situation conjoncturelle et prévisions

Situation conjoncturelle

Environnement international

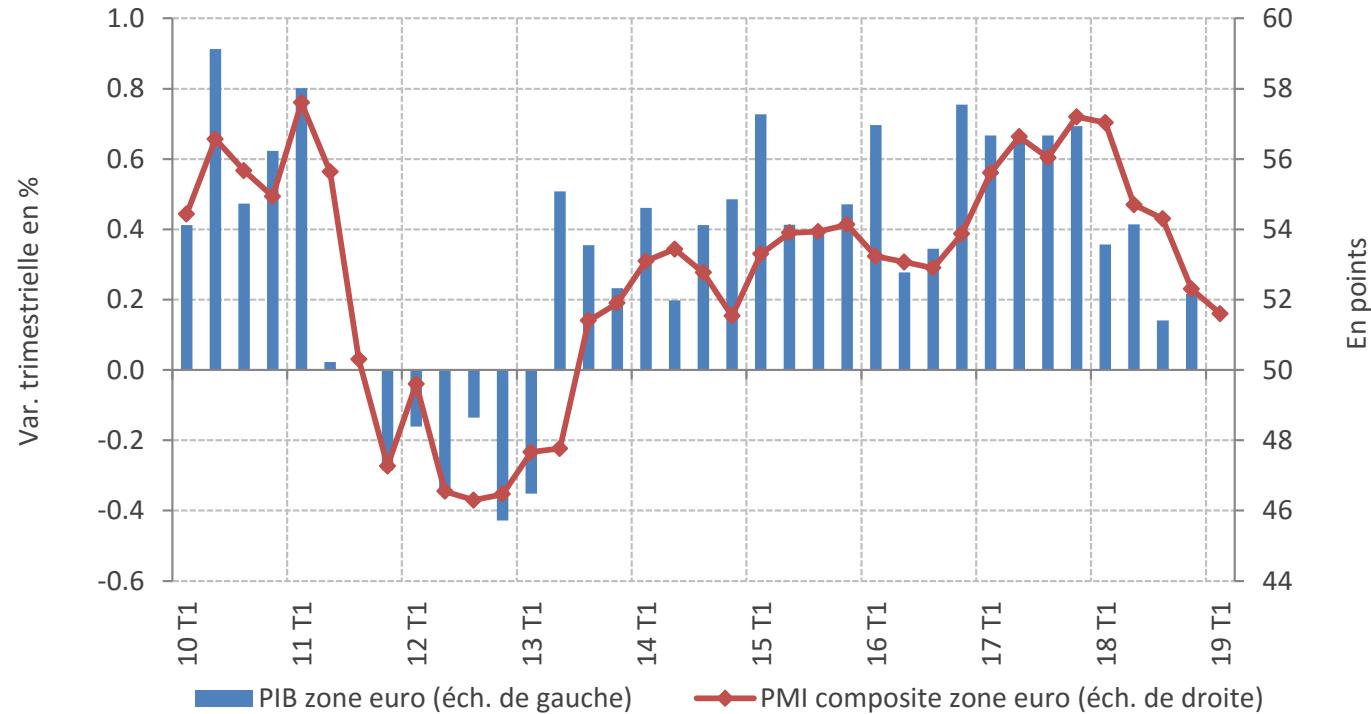
Ralentissement dans la plupart des économies avancées en 2018



Source: Eurostat

Environnement international

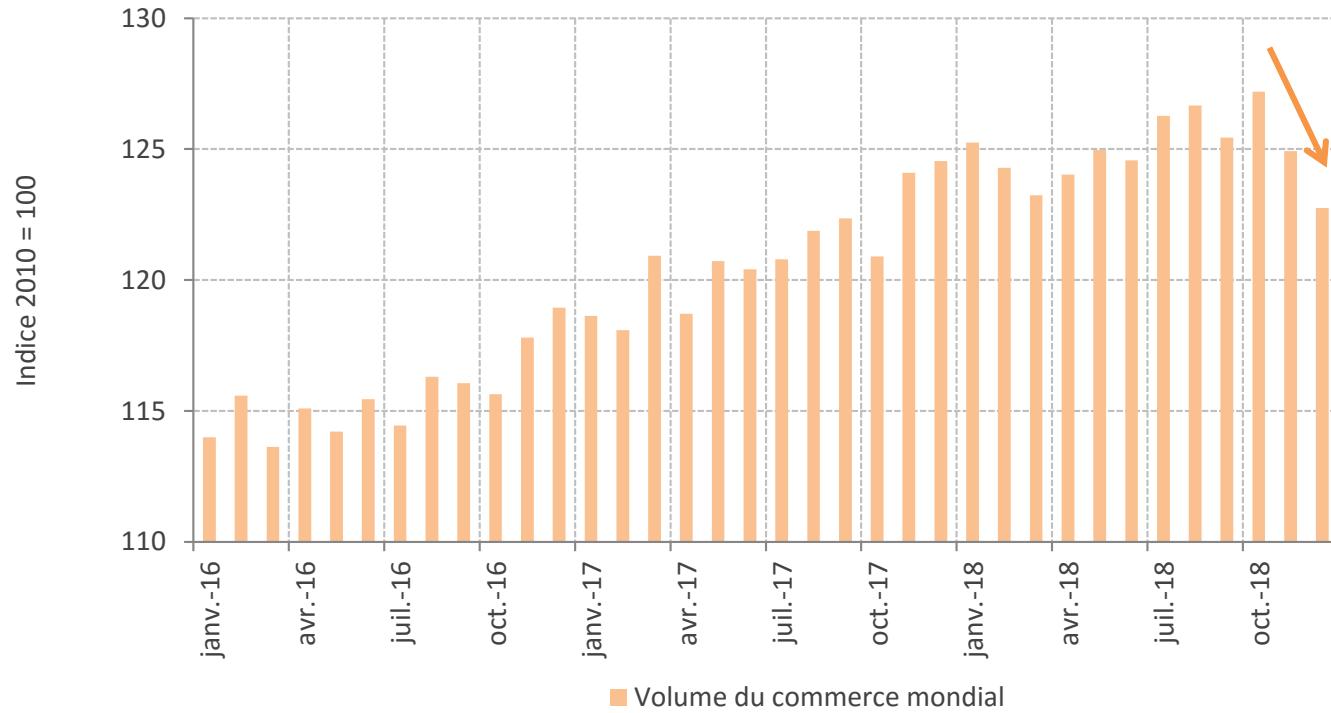
Zone euro: des perspectives de croissance encore faible pour le début de 2019



Sources: Eurostat, Markit Economics

Environnement international

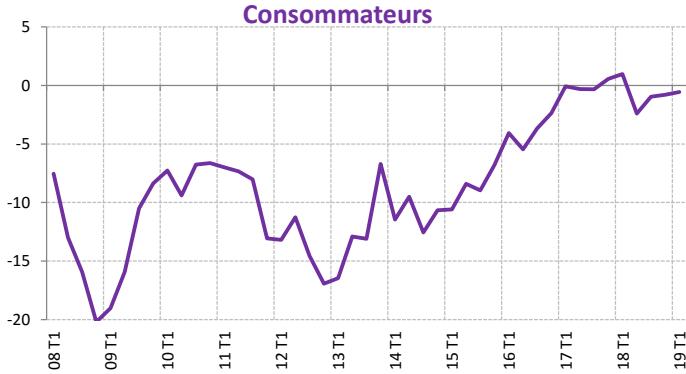
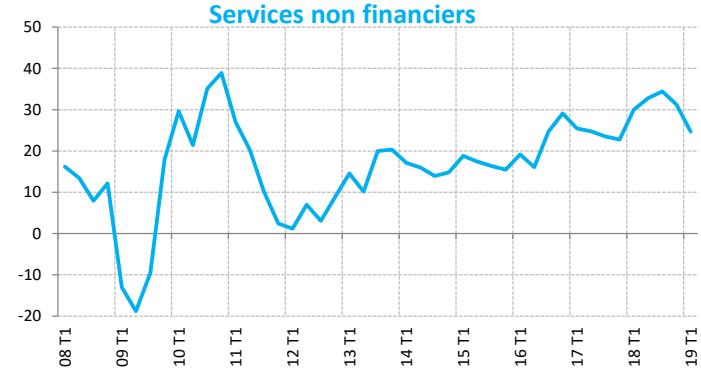
Net repli des échanges mondiaux de marchandises à l'approche de 2019



Source: Centraal Planbureau (www.cpb.nl)

Luxembourg – Enquêtes de conjoncture

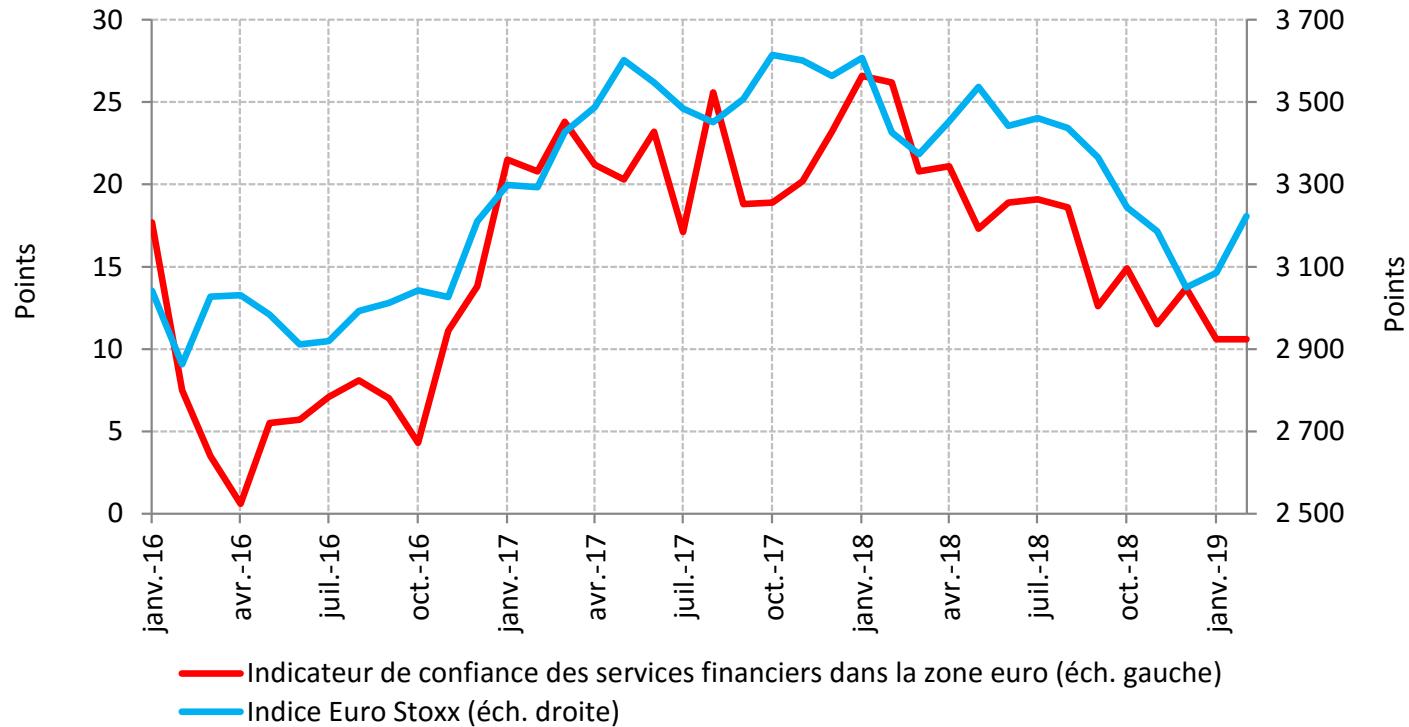
Léger repli des indicateurs de confiance...



Source: STATEC (les données du 1er trim. 2019 sont estimées sur base des résultats de janvier et février)

Environnement financier

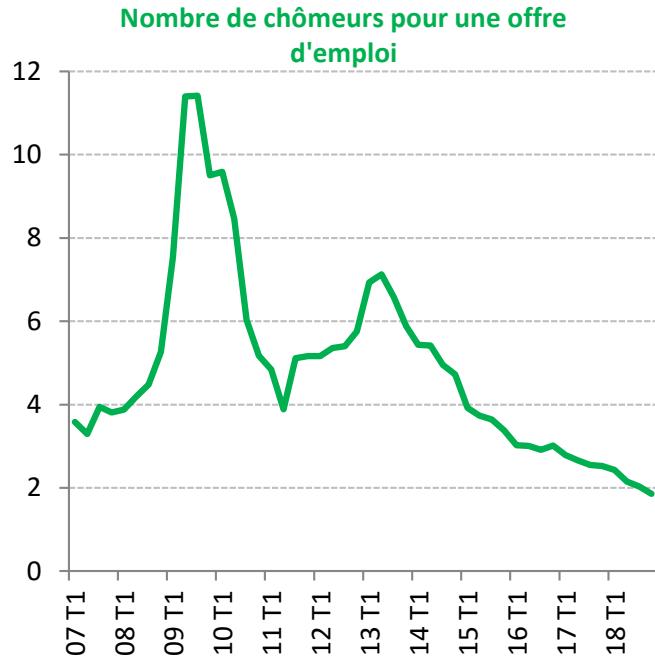
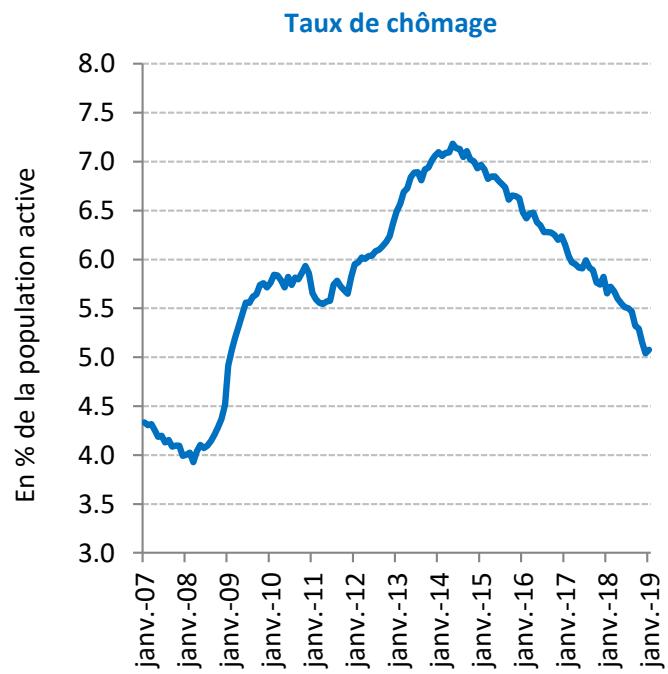
... mais détérioration significative du climat financier



Sources: ECFIN, Macrobond (dernier point: février 2019)

Marché du travail

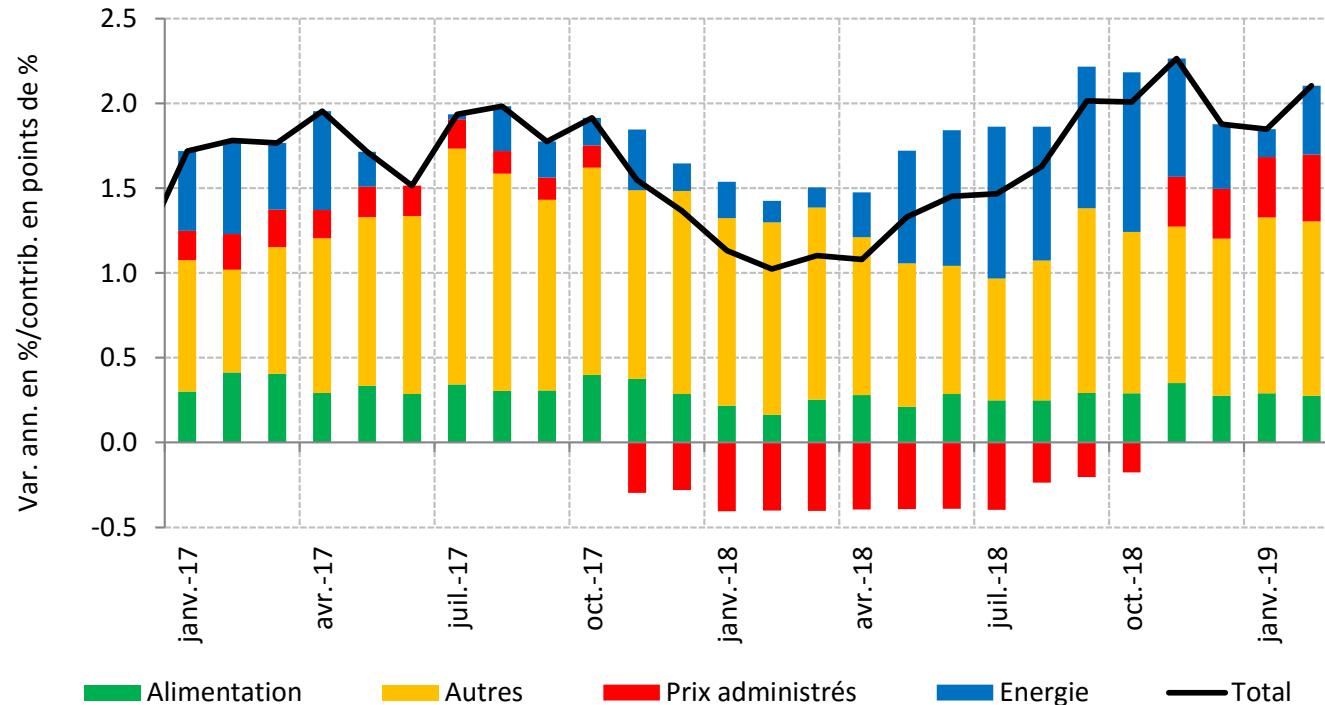
Le chômage poursuit son repli



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Prix à la consommation

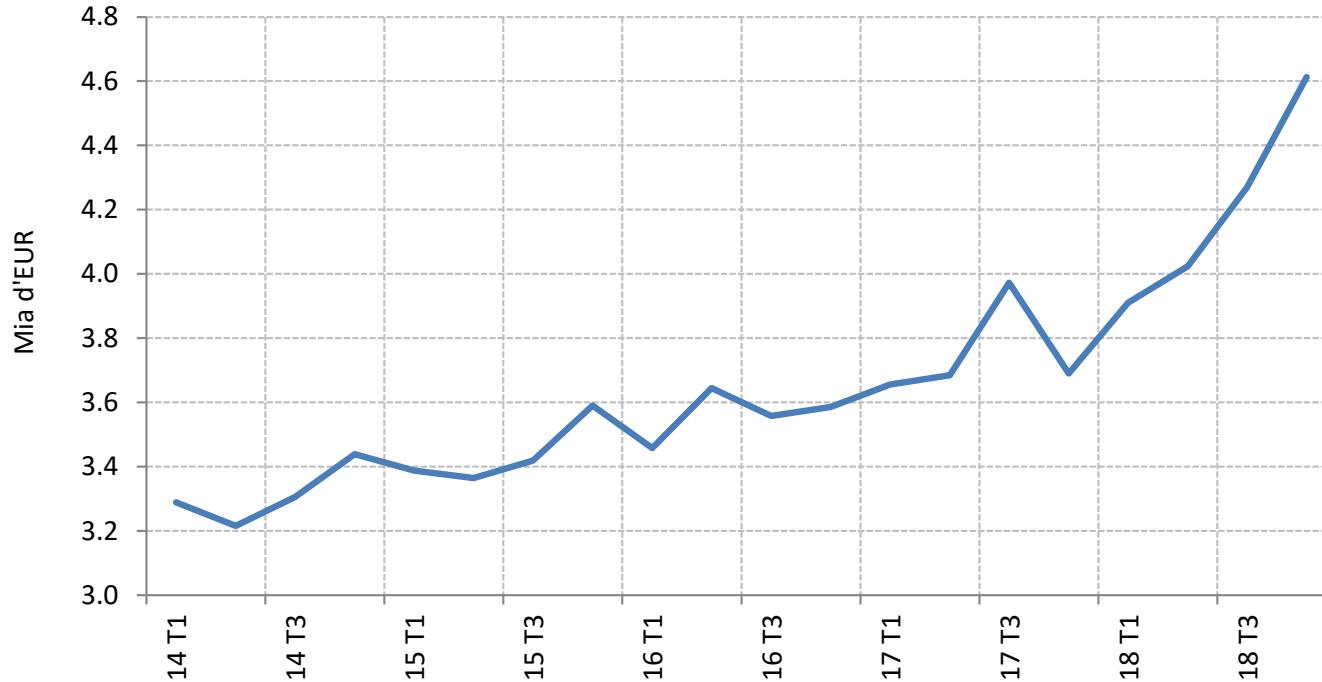
Les pressions inflationnistes demeurent modérées



Source: STATEC

Finances publiques

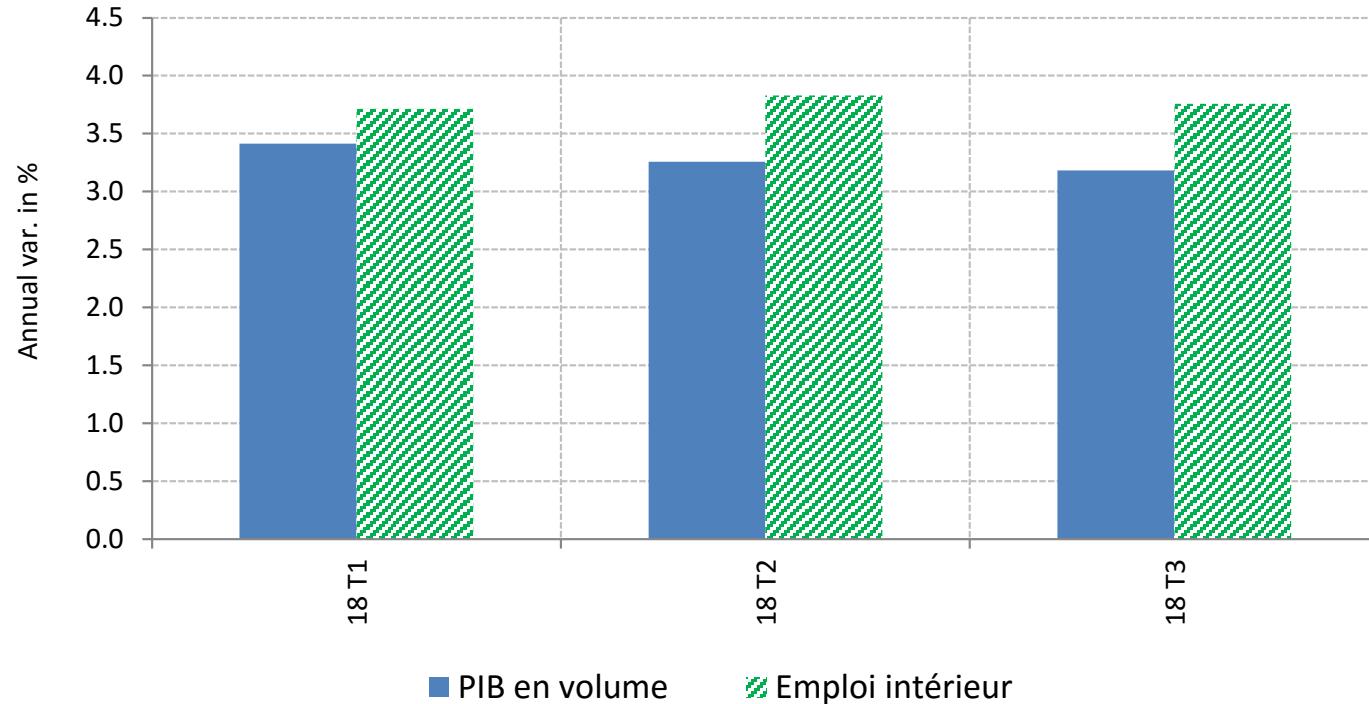
Forte progression des recettes fiscales sur la fin de 2018



Sources: Administrations fiscales, STATEC (données désaisonnalisées)

Activité

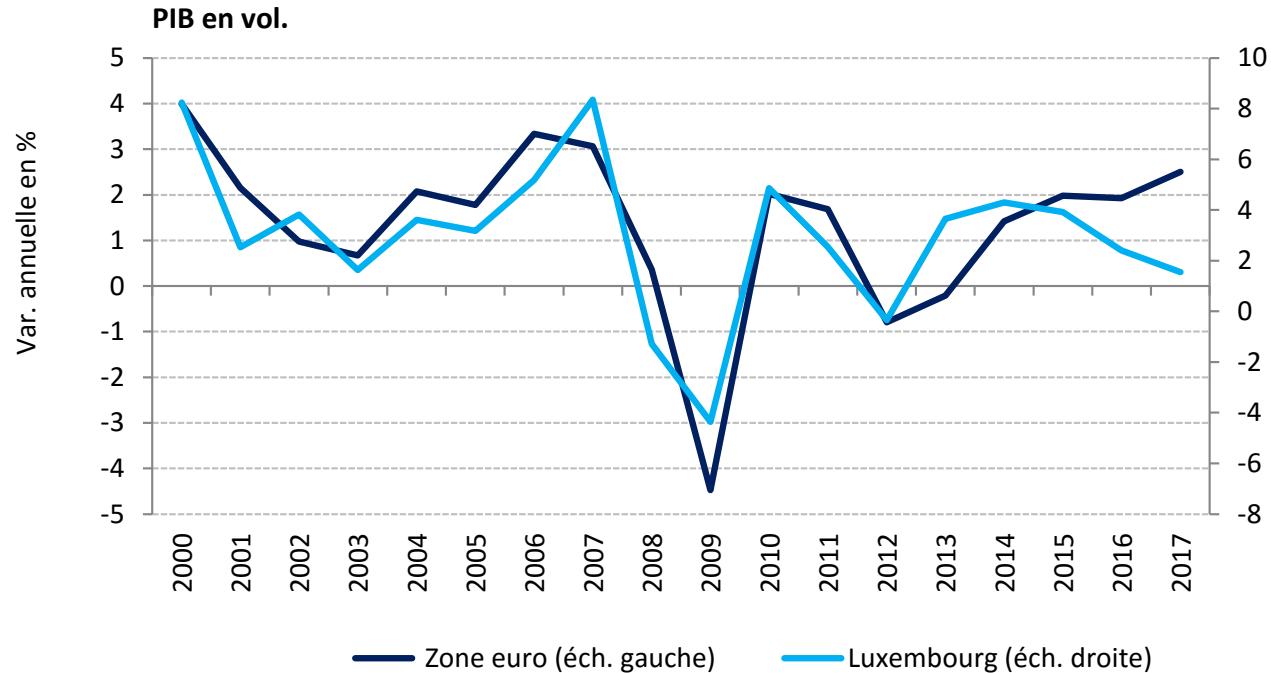
Un rythme de croissance du PIB proche de 3% en 2018...



Source: STATEC (Comptes nationaux)

Activité

... après un ralentissement technique (+1.5%) en 2017



Sources: Eurostat, STATEC

Prévisions

Ce qui est compris dans cette prévision: Ce qui n'est pas compris dans cette prévision:

- Date de finalisation: fin janvier
- Prévisions décembre 2018 "Oxford Economics"
- Mesures: gratuité des transports publics, hausse légale SSM
- Hypothèses dépenses publiques "Note au Formateur"
- Révisions à la baisse récentes (OECD, Comm. UE)
- La plupart des autres mesures de l'accord de coalition (accises carburants, autre hausse SSM)
- Budget 2019 + Plan budgétaire 2020-2022
- Brexit sans accord

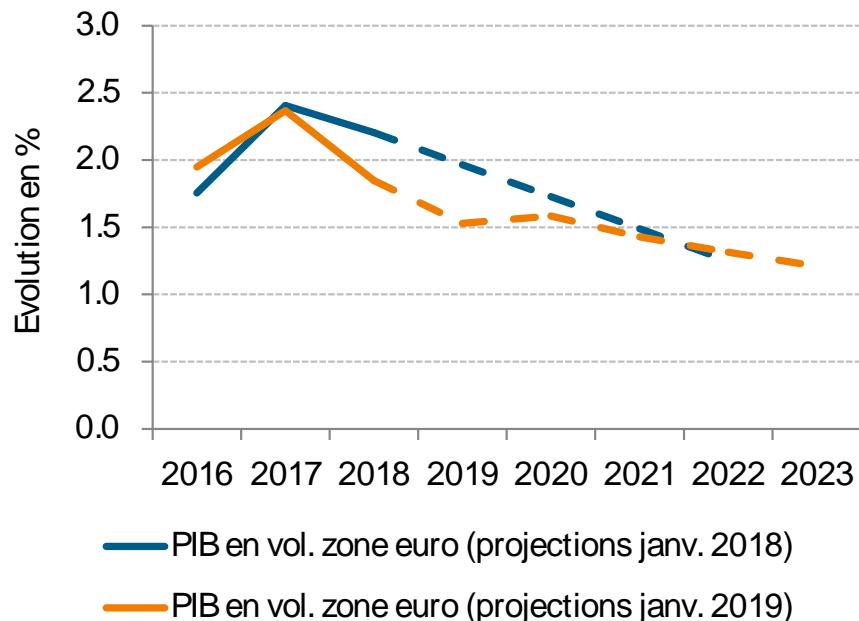
Pourquoi le STATEC travaille avec Oxford Economics:

- Entreprise de renommée mondiale, de nombreux clients dans le secteur public et privé
- Modèle économique multi-pays, analyses et études, rapidité
- Prévisions exhaustives et cohérentes à moyen terme (t+5):
 - importations en volume de nos pays partenaires commerciaux
→ calcul bottom-up de la demande étrangère
 - prévisions sur les taux d'intérêt et l'indice boursier Eurostoxx
 - mise à jour trimestrielle de leurs prévisions
 - analyse quantifiée des principaux risques

Calendrier des travaux futurs:

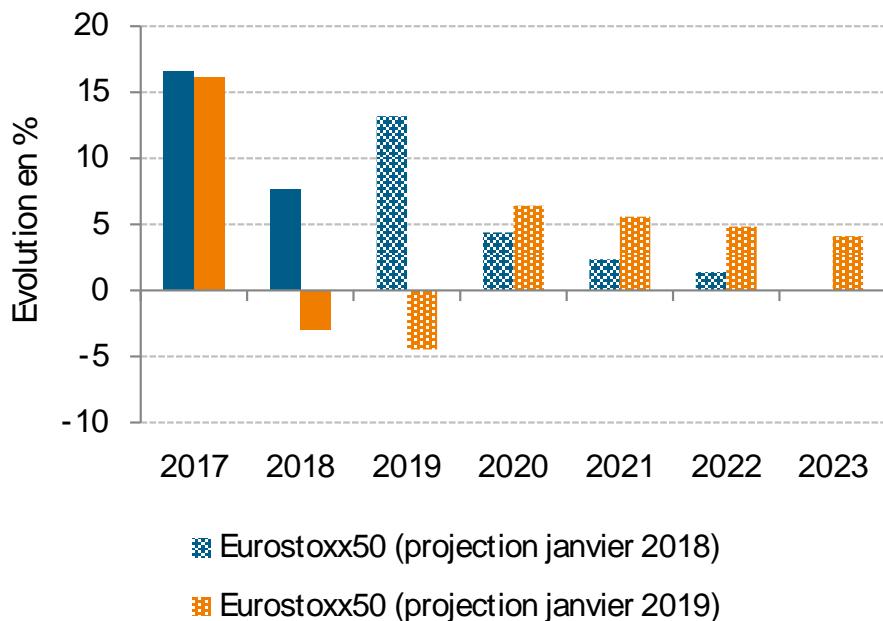
- Mars: nouveau baseline international (Oxford Economics)
- Avril:
 - mise à jour des données de 2018 (comptes nationaux, finances publiques)
 - mise à jour des hypothèses internationales
 - mise à jour des hypothèses sur les dépenses publiques (surtout investissement)
 - Travail sur les risques (Brexit, international, ?) et les mesures (accises, ?)
- NDC 1-2019: 6 Juin 2019

Révision à la baisse de la croissance prévue dans la zone euro en 2019



Source: Oxford Economics, STATEC

L'incertitude grandissante amène un terme à la hausse des valeurs boursières



Source: Oxford Economics, STATEC

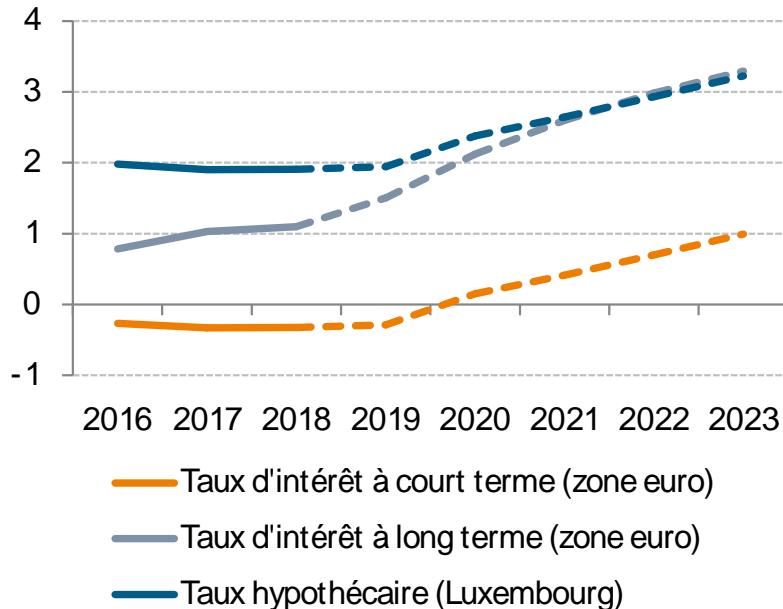
Prévisions PIB vol. zone Euro

	2019	2020
STATEC / OE (déc. 2018)	1.5	1.6
Comm. europ. (février 2019)	1.3	1.6
OECD (mars 2019)	1.0	1.2
Oxford Economics (mars 2019)	1.4	1.6

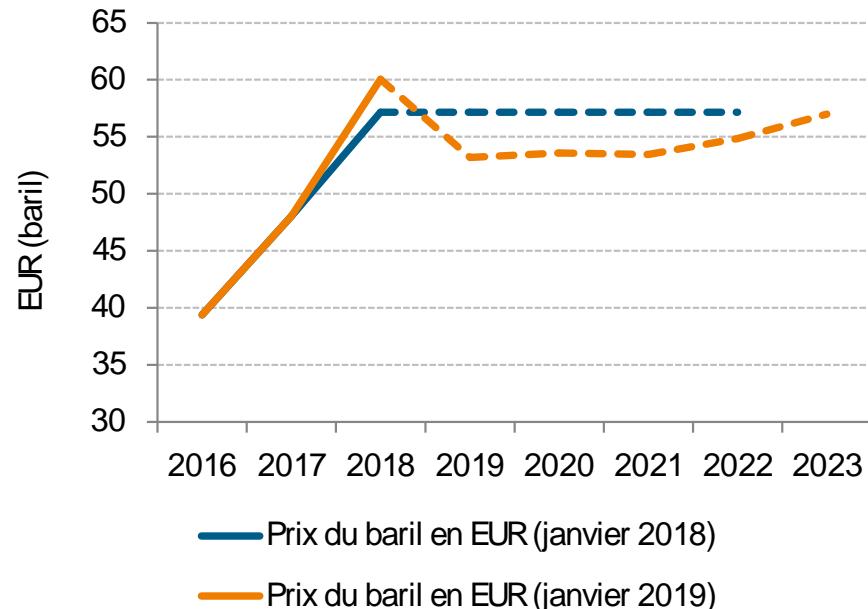
Taux d'intérêt en hausse à partir de 2020?

Prix pétroliers

En %

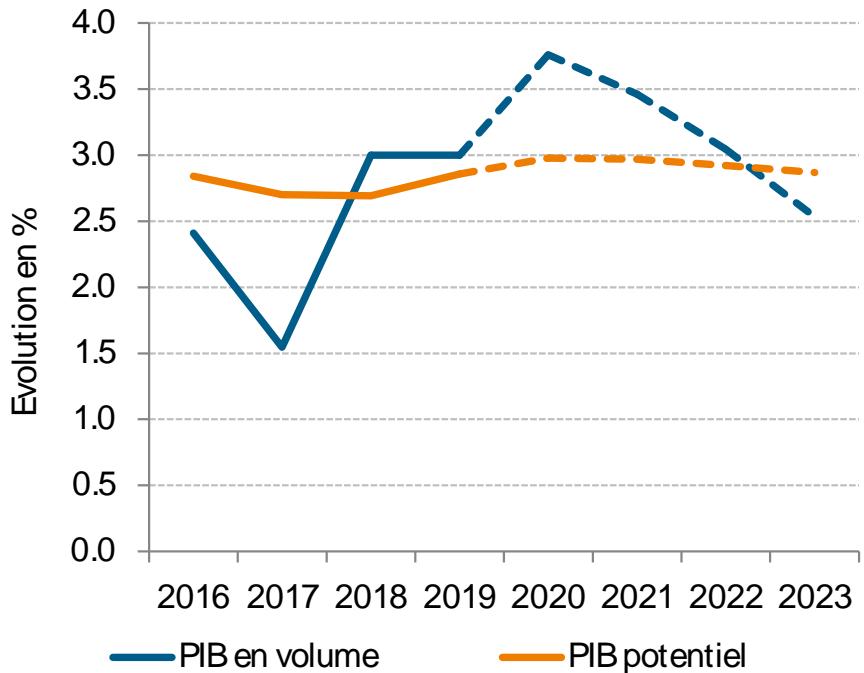


Source: Oxford Economics, STATEC



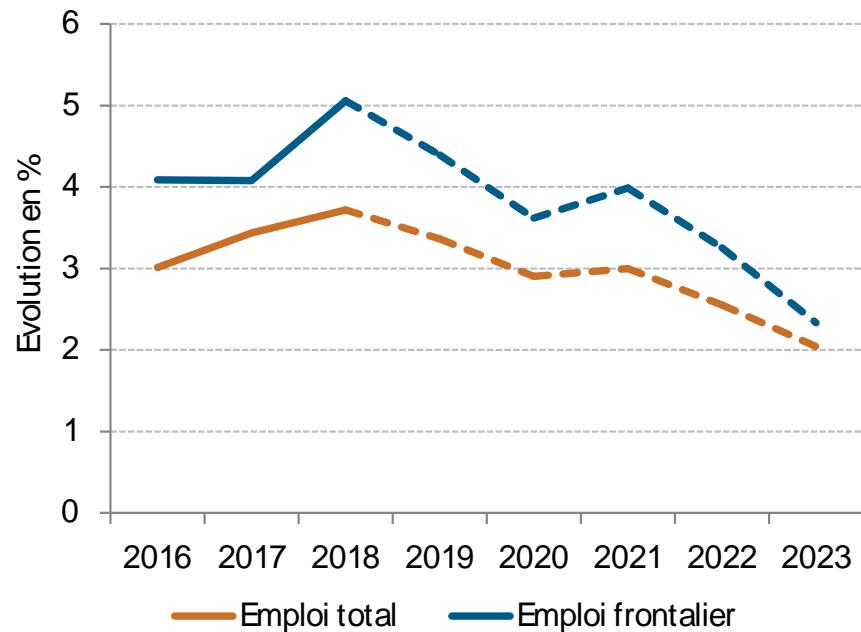
Source: Oxford Economics, STATEC

Croissance au-dessus du potentiel



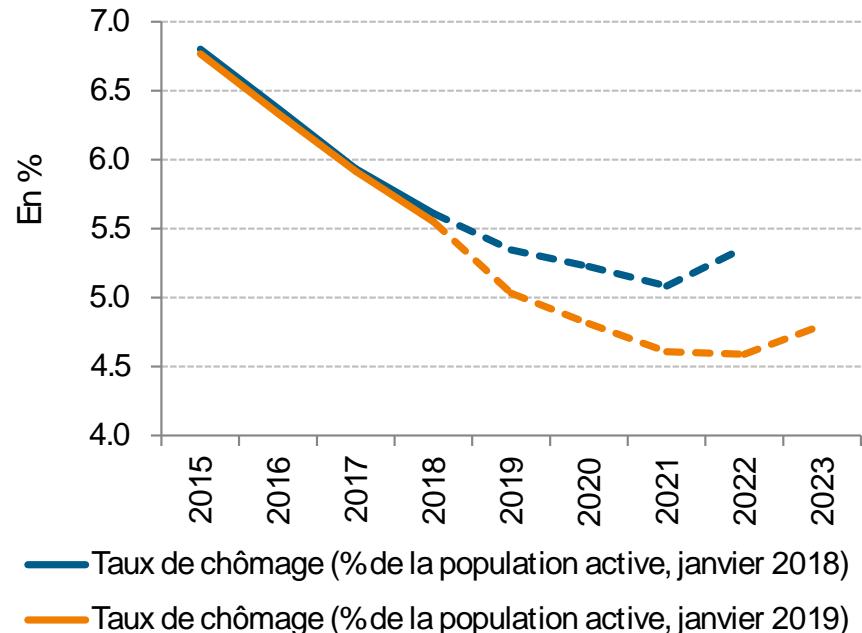
Source: STATEC

L'emploi devrait ralentir à partir de 2019



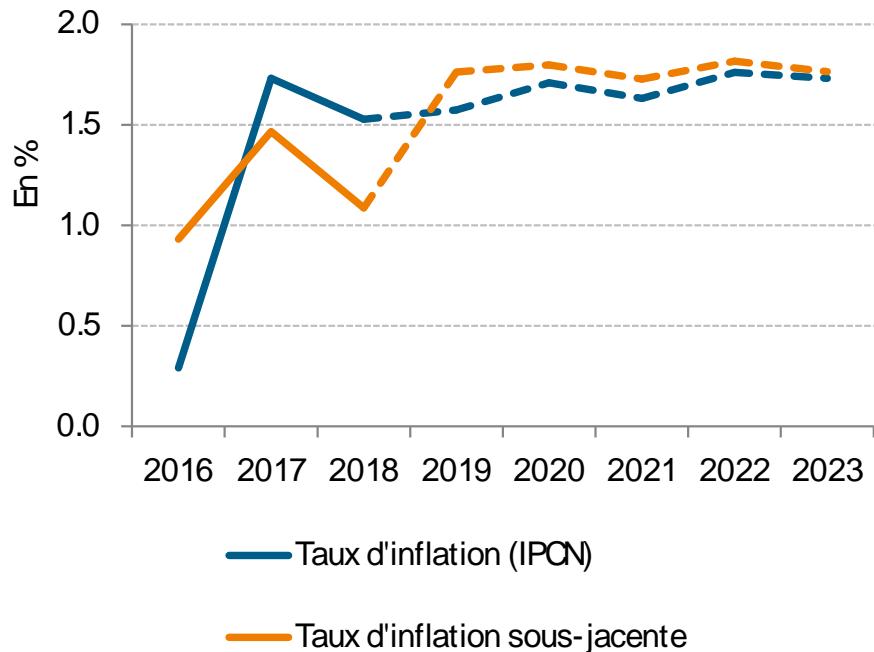
Source: STATEC

Chômage en baisse... et révisé à la baisse!

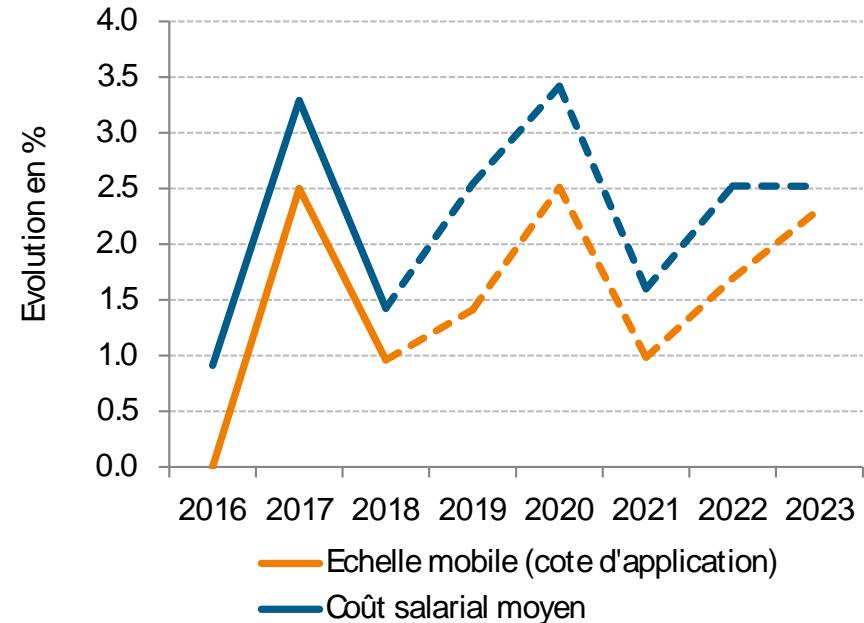


Source: STATEC

L'inflation sans tonus



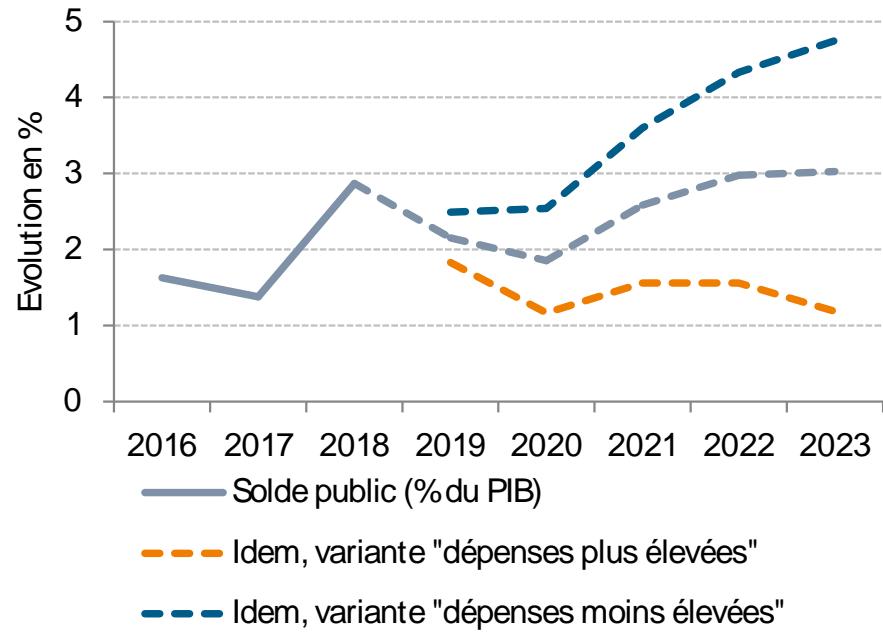
Les salaires rythmés par l'échelle mobile



Source:STATEC

Source:STATEC

Solde public proche de 2% en 2019 et 2020

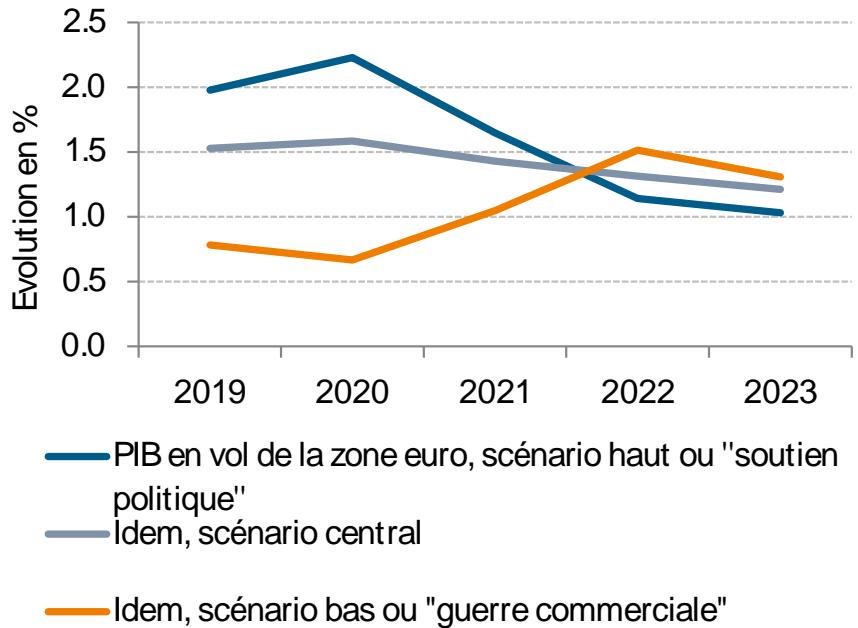


Source:STATEC

Analyse des risques

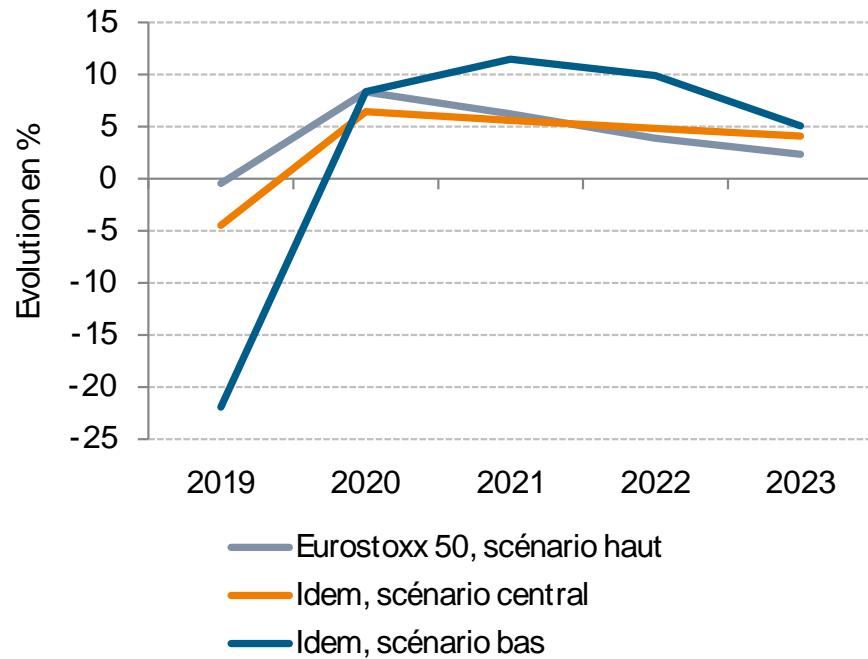
- Basée sur le travail d’Oxford Economics
- Deux scénarii examinés:
 - Guerre commerciale généralisée (y.c. Brexit dur)
 - Soutien de la politique économique
- Simuler l’impact sur le LU des résultats obtenus par OE
- Fournir au décideur des fourchettes d’évolution probables (quantifier l’incertitude)

Des scénarios alternatifs pour dessiner l'éventail du possible en 2019 et 2020



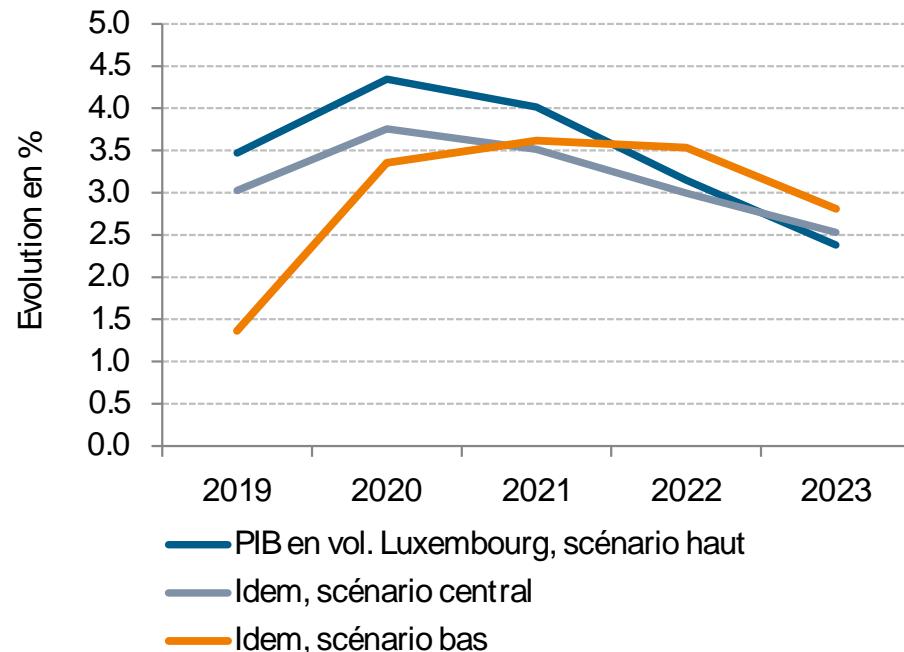
Source: Oxford Economics

En cas de guerre commerciale approfondie, l'Eurostoxx pourrait baisser de plus de 20% en 2019



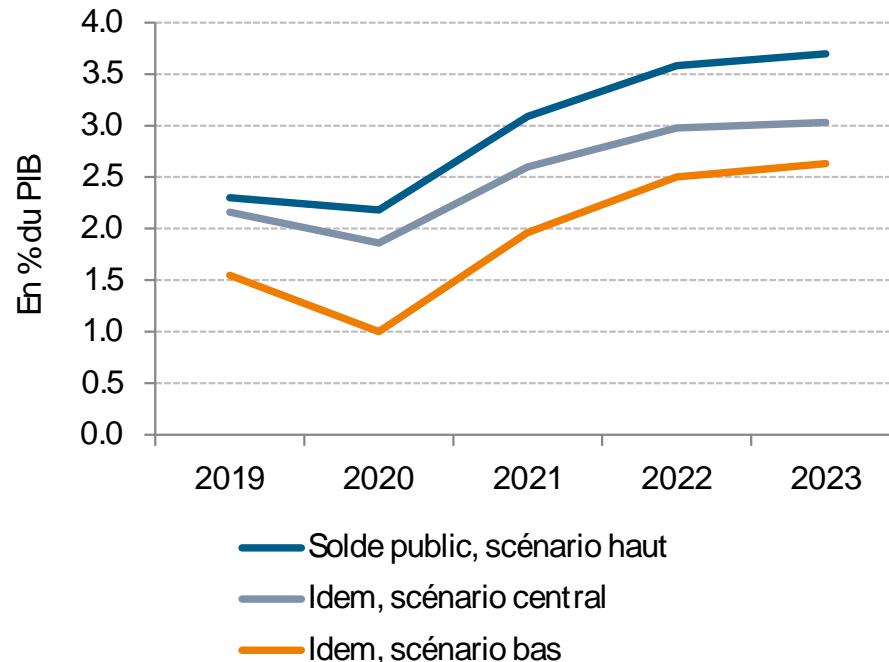
Source: Oxford Economics

PIB en vol, Luxembourg



Source:STATEC

Solde public



Source:STATEC

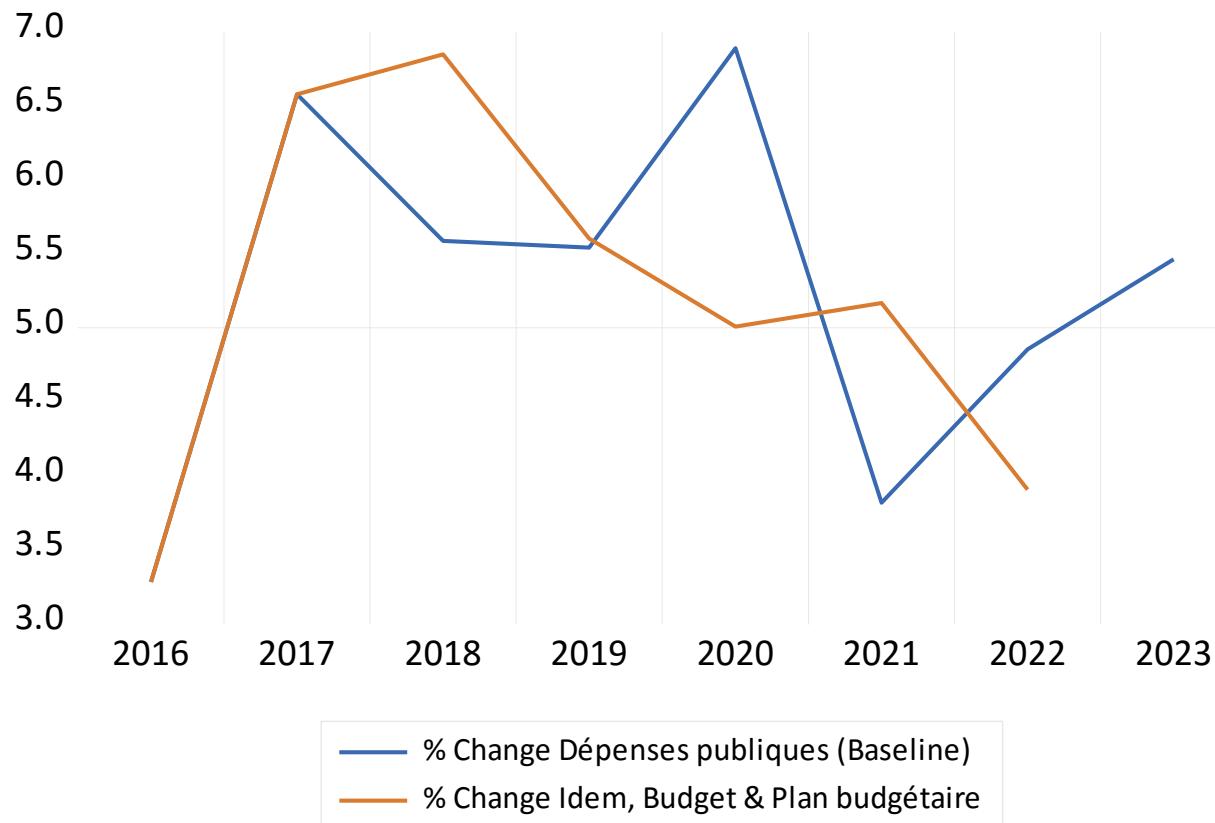


Institut national de la statistique
et des études économiques

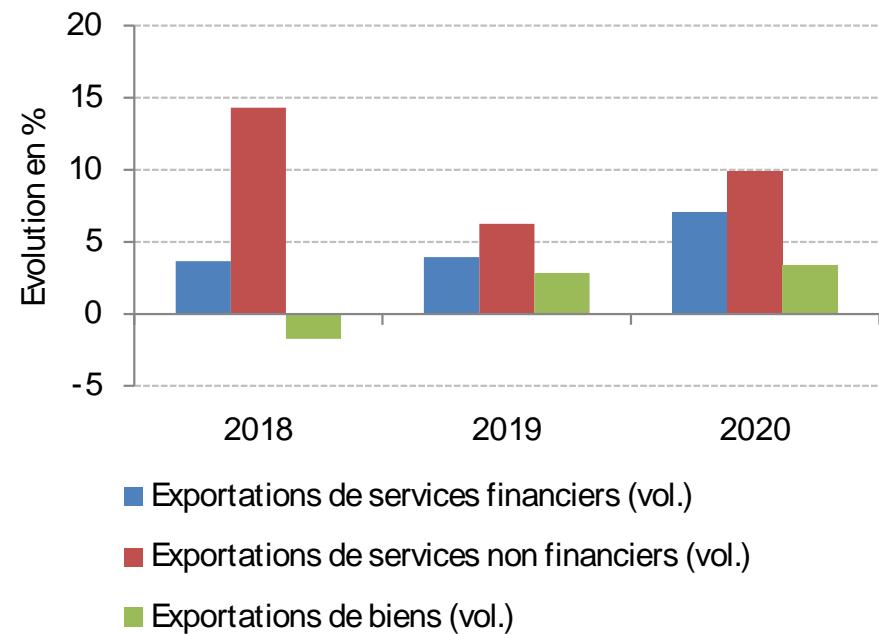
Merci de votre attention – Questions?

13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg

info@statec.etat.lu
statec.lu

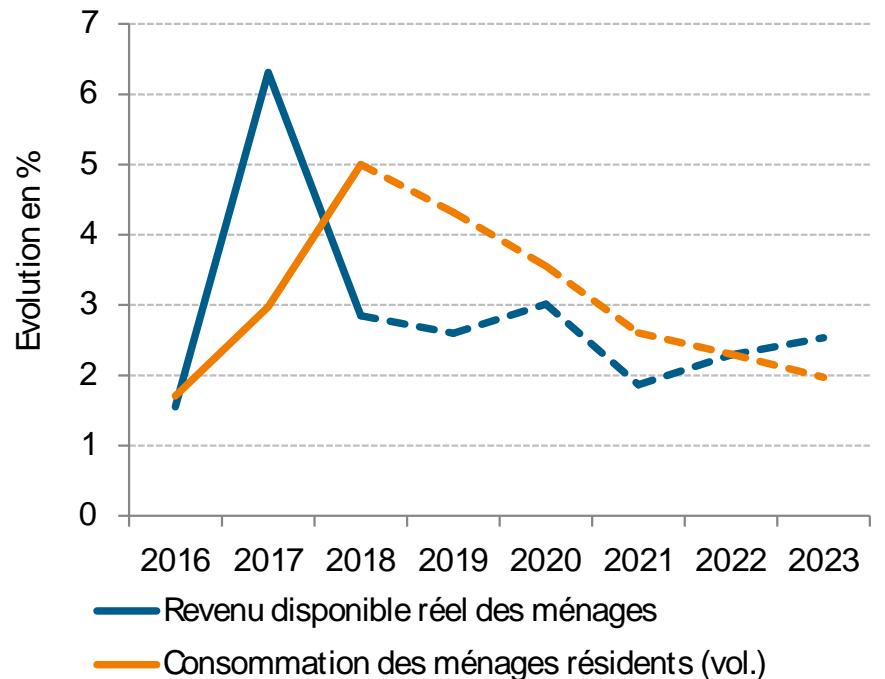


Reajustement des exportations sur la demande extérieure



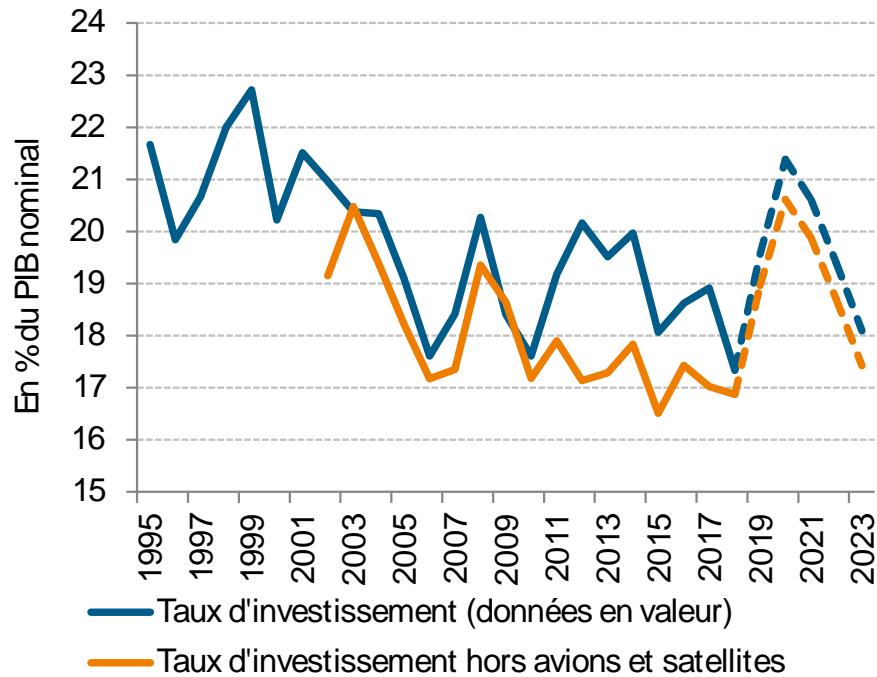
Source:STATEC

Les consommation des ménages comme soutien conjoncturel



Source:STATEC

Le taux d'investissement devrait rebondir, mais
temporairement



Source: STATEC

Unité Modélisation et
Prévisions [STATEC]

Projections économiques à moyen terme 2019-2023

Introduction

Deux fois par an, le STATEC publie une mise à jour de ses prévisions de court terme dans les Notes de conjoncture (NDC, juin et décembre). Depuis l'année dernière, le STATEC élaborer en début d'année une publication séparée avec les projections à moyen terme, ces dernières ayant figuré jusque-là également dans les NDC. Les projections de moyen terme vont alimenter les travaux du Comité économique et financier national (CEFN) en vue de l'établissement, notamment, du Programme de Stabilité (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) dans le cadre du semestre européen qui vient de débuter.

Environnement international¹

La croissance du PIB en volume de la zone euro a culminé en 2017, à 2.4%, et se dirigerait à moyen terme vers son rythme tendanciel ou potentiel qui est situé à un peu plus de 1% par an. Alors que l'environnement à l'extérieur de la zone euro est devenu plus incertain au fil des derniers mois, le STATEC table sur une croissance dans la zone euro aux alentours de 1.5% pour 2019 et 2020.

¹ Le scénario international se base sur les projections d'Oxford Economics avec lesquels le STATEC a une relation contractuelle. Les prévisions pour le Luxembourg ont été dérivées avec le modèle macro-économétrique Modux. Les scénarios alternatifs, censés représenter les principaux risques, sont également basés sur des analyses et des simulations d'Oxford Economics, les résultats pour le Luxembourg étant dérivés avec Modux. L'ensemble des chiffres est présenté ici sous la responsabilité du STATEC et la date de finalisation des prévisions est fin janvier.

Alimentée par un chômage en baisse, des salaires réels qui accélèrent et une inflation qui tarde à se redresser, la demande intérieure, en particulier la consommation privée, devrait constituer le principal soutien conjoncturel, aidée en cela par les politiques monétaire et budgétaire. Après la baisse de 3% en 2018 des marchés boursiers, le STATEC a intégré une décote supplémentaire en 2019, avant un rebond en 2020 et une convergence graduelle à moyen terme à un rythme haussier de +4% l'an.

Suite à la dégradation des perspectives de croissance mondiale, le cours du pétrole était en retrait sur la fin de 2018, à un peu plus de 60 USD/baril. Sur le moyen terme, la trajectoire serait légèrement ascendante, de sorte que le prix reviendrait vers 70 USD en 2023. Ce renchérissement serait quelque peu atténué par une légère appréciation de l'EUR, passant de 1.18 [2018] à 1.25 USD pour 1 EUR [2023].

Prévisions pour le Luxembourg

Le STATEC maintient sa prévision de croissance de 3% pour 2018 et 2019 pour le PIB en volume telle que présentée dans la Note de Conjoncture no. 2-2018. Pour 2019, les facteurs exogènes [surtout la conjoncture internationale] ne justifient pas [encore] de révision à la baisse, au moment de la finalisation de cette projection, fin janvier.

Pour 2020, le STATEC table sur un rebond de la croissance, à 3.8%. Ce rebond peut être attribué pour moitié environ aux exportations de services financiers, qui profiteraient de la hausse projetée de l'Eurostoxx (passant de -4.5% en 2019 à +6.4%). Au-delà de 2020, la croissance réelle reviendrait progressivement vers son rythme potentiel, que le STATEC évalue actuellement à un peu moins de 3%.

La croissance de l'emploi a été à son paroxysme en 2018 et ralentirait progressivement au cours des prochaines années, pour atteindre 2% environ en 2023. Il s'agit évidemment toujours de bonnes performances en comparaison européenne. La croissance de l'emploi se maintiendrait au-dessus de 3% jusqu'en 2021 inclus, ce qui suffirait à faire baisser le chômage, ce dernier atteignant ainsi 4.6% en 2022, soit une nette révision à la baisse par rapport aux projections d'il y a un an. La plus forte création d'emplois se ferait dans les branches marchandes non financières, donc hors secteurs public et financier. Le nombre de postes y créés en net par an passerait de près de 12 000 en 2018 à un peu plus de 6 000 cinq ans plus tard, du fait du ralentissement qui marque la fin de cycle. Alors que l'emploi ralentirait, la productivité apparente du travail se redresserait doucement, d'environ +1% sur l'ensemble des années 2020-2023.

Significativement plombée l'an dernier par la baisse des prix des crèches via la réforme des chèques-services, l'inflation telle que mesurée par l'IPCN a repris de la vitesse depuis. Ainsi, le STATEC en prévoit un rebond à 1.9% pour 2019 dans son ensemble, après uniquement 1.1% en 2018. La baisse continue du chômage en zone euro, qui se traduit par une dynamisation des salaires, devrait contribuer à ce regain d'inflation. A l'inverse, compte tenu de la trajectoire retenue pour le cours du Brent, la contribution des prix des produits pétroliers à l'inflation totale, d'un tiers encore en 2018, serait légèrement négative cette année et quasi nulle pour 2020.

Selon ces prévisions, la prochaine tranche indiciaire devrait arriver au 4e trimestre 2019. Alors que celle-ci tend à soutenir les prix des services, l'introduction de la gratuité des transports publics, au 1er mars 2020, devrait tirer l'inflation vers le bas. Seules deux tranches d'indexation supplémentaires sont prévues sur la période 2020-2023, ce qui illustre la relative faiblesse de l'inflation. Cette dernière serait effectivement bloquée à un peu moins de 2% sur toute la période de projection.

Sur les années ayant suivi la fin de la grande récession, les salaires réels stagnaient. Depuis la reprise entamée en 2013/2014, ils s'inscrivent à nouveau à la hausse, mais à des rythmes moins élevés que par le passé. Le chômage encore élevé, au Luxembourg comme dans la Grande Région (sauf en Allemagne), freine les salaires, tout comme les migrations très élevées ayant émané des pays touchés le plus durement par la crise. Sur l'horizon de projection, la hausse des salaires réels resterait plus ou moins au même niveau que dans la zone euro dans son ensemble, illustrant de ce fait la situation macro-économique prévue très saine du Luxembourg.

Tableau 1: Projections à moyen terme 2019-2023

	Estimé / observé							Prévisions	
	1995-2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023		
PIB [en vol.]	3.4	3.0	3.0	3.8	3.5	3.0	2.5	Evolution en %	
Emploi total intérieur	3.2	3.7	3.4	2.9	3.0	2.6	2.0		
Taux de chômage [% de la pop. active, déf. ADEM]	4.4	5.5	5.0	4.8	4.6	4.6	4.8		
Indice des prix à la consommation (IPCN)	1.9	1.5	1.6	1.7	1.6	1.8	1.7		

Source: STATEC

Évaluation des principaux risques

Dans ces projections à moyen terme, le STATEC innove, en proposant deux scénarios alternatifs, alimentés par les principaux risques haussiers et baissiers concernant la situation macro-économique internationale. Les simulations se basent sur les publications d'Oxford Economics avec lesquels le STATEC travaille pour établir le scénario international¹.

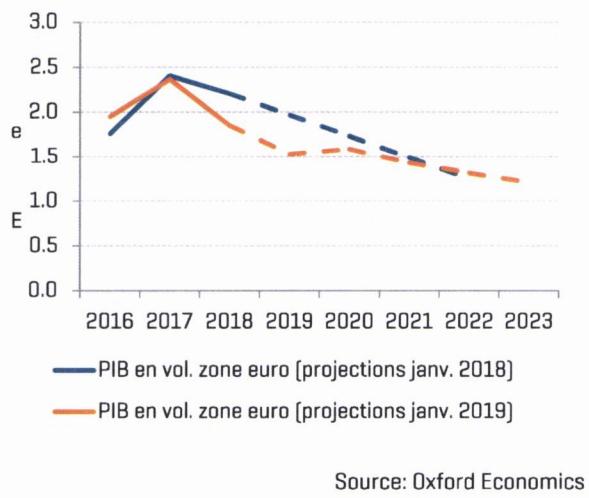
Le premier scénario alternatif dessine une dégradation de la situation internationale sur fond d'une guerre commerciale mondiale généralisée. Les tensions déjà existantes s'intensifieraient de manière spectaculaire du fait de nouvelles mesures tarifaires de la part des États-Unis. Ce scénario défavorable peut être apparenté à l'échec des pourparlers en cours entre les USA et la Chine. A noter qu'il comprend un Brexit sans accord et qu'il est affecté d'une probabilité de réalisation faible, de 2%.

Le deuxième scénario alternatif (qui comprend un Brexit avec accord) revêt un caractère optimiste reposant sur l'hypothèse de mesures politiques qui soutiennent la reprise. La croissance mondiale s'accentuerait à nouveau alors que les incertitudes liées aux politiques commerciales commencerait à s'estomper et que la confiance rebondirait, sur fond d'assouplissement de la politique chinoise et du retardement du resserrement monétaire dans les économies avancées (probabilité de réalisation: 15%).

La fourchette sur la croissance du PIB en volume résultant des deux scénarios "haut" et "bas" ainsi définis est de 1 point de % en 2019 (variante haute – variante basse) et de 1.5 point de % en 2020. La fourchette sur le solde public, exprimé en % du PIB, est de 0.7 point en 2019 et de 1.2 point en 2020.

¹ Le STATEC avait déjà par le passé proposé de telles analyses de risque, mais elles étaient basées sur des hypothèses techniques d'une croissance plus ou moins élevée dans la zone euro, par exemple d'un demi-pourcent. L'avantage de travailler avec les scénarios proposés par Oxford Economics (OE) réside dans le fait qu'ils sont élaborés à l'aide de leur modèle multi-pays, ce qui confère un degré de cohérence élevé aux différentes variables internationales impactées, fortement liées entre elles. Outre cela, l'analyse des risques se base sur une enquête d'opinion auprès des clients d'OE, répartis à travers le monde entier, qui sont à leur tour interrogés sur les facteurs pouvant faire dévier la trajectoire de l'économie mondiale de ce qui peut être défini comme l'évolution la plus probable au cours des prochaines années.

Graphique 1:
Révision à la baisse de la croissance prévue dans la zone euro en 2019



La croissance dans la zone euro a probablement culminé en 2017, à 2.4%, et se dirigerait dorénavant vers son rythme tendanciel ou potentiel qui est situé aux alentours de $1\frac{1}{4}$ %. Telles les hypothèses qui sous-tendent le scénario de projection central du STATEC. Des hypothèses alternatives sont développées autour des principaux risques [cf. pp. 21-30].

Pour 2019 et 2020, Oxford Economics, qui fournit le scénario international sur lequel se base le STATEC, part d'une croissance aux alentours de 1.5%. Alors que l'environnement à l'extérieur de la zone euro est devenu plus incertain au fil de l'année 2018 et également au début de 2019, la demande intérieure, en particulier la consommation privée, a bien résisté. Alimentée par un chômage en baisse, des salaires qui accélèrent et une inflation qui tarde à se redresser, ce scénario tiendrait la cote pour les prochains 24 mois.

Il est conforté par une politique monétaire qui resterait au service de la conjoncture, avec des taux directeurs qui ne vont sans doute pas augmenter en 2019, et une politique budgétaire légèrement expansive et dont on peut espérer un soutien approprié quoique mesuré au cours des prochains trimestres.

Graphique 2:
L'incertitude grandissante a mis un terme à la hausse des valeurs boursières



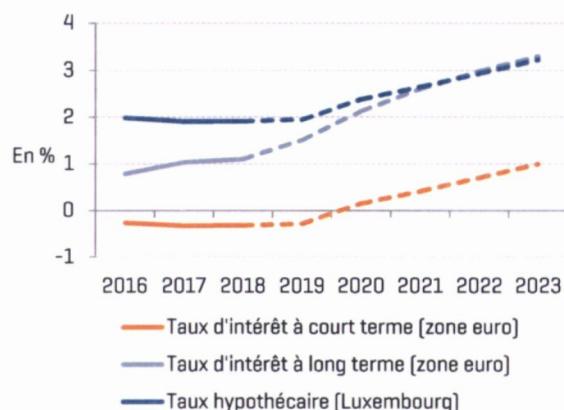
Depuis la fin de la crise des dettes publiques dans la zone euro, l'indice de référence Eurostoxx50 a connu cinq années de hausse, interrompues seulement par une phase baissière en 2016. Sur ce lapse de temps, il a gagné 45% ou près de 9% par an. Cette phase haussière a été stoppée en 2018 par les craintes d'un ralentissement conjoncturel marqué. Les principaux facteurs de risque sont le différend commercial entre les Etats-Unis et la Chine et la menace d'une sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Les craintes du ralentissement conjoncturel se sont matérialisées, le cycle venant à sa fin après une période d'expansion exceptionnellement longue aux USA. Le cycle est moins avancé en Europe, mais les effets de débordement ont eu raison également du dynamisme de ce côté de l'Atlantique. Sont venus s'y ajouter des facteurs exceptionnels et temporaires comme le mouvement des gilets jaunes en France ou les difficultés de l'industrie automobile en Allemagne.

Ainsi, l'Eurostoxx aura baissé de 3% en moyenne annuelle en 2018 et le STATEC prévoit une baisse supplémentaire de 4.5% en 2019. Cette dernière est en partie due aux fortes baisses en fin d'année 2018, par un mécanisme de report habituel. Depuis le premier janvier 2019, les indices de référence européen et américain ont rebondi de 10% environ. Ce mouvement a en partie été anticipé et ne remet pas en question la baisse en moyenne annuelle prévue par Oxford Economics et reprise par le STATEC.

5

Graphique 3:
Taux d'intérêt en hausse à partir de 2020?



Source: Oxford Economics, STATEC

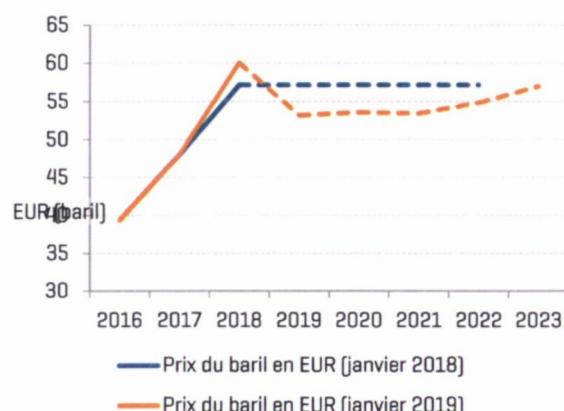
Les récentes turbulences conjoncturelles, même si elles restent sans gravité, ont amené à plus de prudence de la part des grandes banques centrales, des deux côtés de l'Atlantique. Dans l'ensemble, l'hypothèse principale reste une normalisation mesurée de la politique monétaire dans les grands pays en développement, dans la zone euro en particulier.

Dans le scénario de base, la première hausse des taux directeurs de la BCE n'interviendrait ainsi qu'au début de 2020, ce qui constitue un changement par rapport aux hypothèses admises il y a un an, voire encore en octobre [premières hausses fin 2019].

La hausse graduelle des taux suppose une reprise lente et progressive de l'inflation et des salaires, hypothèse qui fait partie du scénario de base, mais le risque existe que la BCE continuera d'adopter une attitude plus prudente encore tout au long de 2020. De l'autre côté, elle désire sans doute recharger son arme monétaire, un ralentissement conjoncturel plus long et plus profond à un moment donné la verrait contrainte de recourir à des mesures non conventionnelles, l'arme des taux directeurs étant peu opérationnelle sans prochaine hausse.

A l'horizon 2023, par rapport à 2018, les taux sur les crédits aux entreprises non financières et les taux hypothécaires auraient ainsi augmenté de 1.3 point de %. La hausse des taux est à la fois une conséquence de la maturation du cycle, surtout au niveau européen, et une cause du ralentissement, car elle entraîne une baisse de l'investissement, dans le scénario du STATEC, au niveau agrégé, à partir de 2021.

Graphique 4:
Prix pétroliers

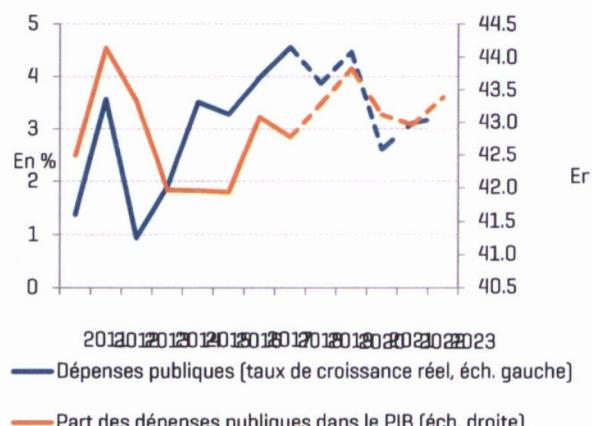


Source: Oxford Economics

En 2019, le prix du Brent devrait rester proche des niveaux actuels, à un peu plus de 60 USD. Suite à une révision vers le bas des perspectives de croissance mondiale et de moindres pertes qu'anticipé du côté de l'offre, le cours du pétrole était en retrait sur la fin de 2018 [71 USD/baril sur l'ensemble de l'année]. Un niveau des stocks relativement faible soutiendrait les prix l'année prochaine. Selon ces prévisions, la trajectoire resterait légèrement ascendante sur les années subséquentes, de sorte que le prix reviendrait vers 70 USD en 2023.

Ce renchérissement est quelque peu atténué par une légère appréciation de l'EUR, passant de 1.18 [2018] à 1.25 USD pour 1 EUR [2023]. Cette appréciation serait liée au cycle haussier probable des taux d'intérêts dans la zone euro, qui favoriserait, ceteris paribus, l'EUR par rapport au USD, alors que le cycle haussier des taux aux USA toucherait à sa fin.

Graphique 5:
Dépenses publiques: après l'accélération, le freinage

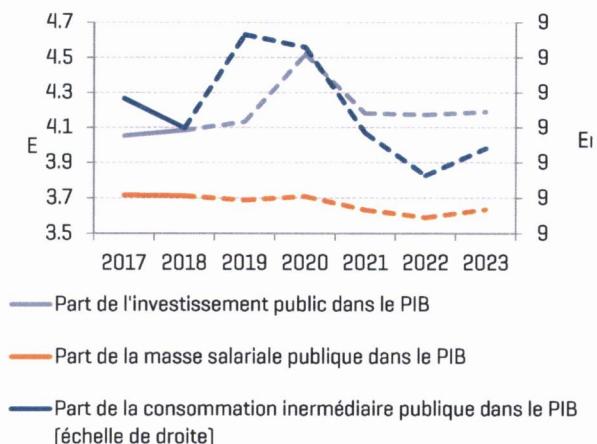


Source: STATEC

Les dépenses publiques ont accéléré depuis 2013/2014 alors que les années 2009 et 2010 avaient été marquées par un léger déficit public et 2011/2012 par un solde faiblement positif. Au départ d'un niveau initial donc plutôt défavorable, la période ayant débuté en 2013/2014 a été caractérisée à la fois par des dépenses publiques en accélération [c.-à-d. des taux de croissance de plus en plus élevés] et une amélioration du solde. Cela n'a été possible que grâce à des recettes de plus en plus dynamiques [cf. pp. 18-19].

Sur l'horizon de prévision, le STATEC s'attend désormais à un ralentissement des dépenses publiques, avec une hausse réelle qui passerait de 4.6% en 2018 à 2.5-3% en fin de période. Les principaux facteurs sous-tendant ce ralentissement sont décrits au paragraphe suivant. Relevons seulement que cette projection s'entend à politique inchangée, c.-à-d. qu'elle n'intègre que certaines des nombreuses mesures figurant dans l'accord de coalition. Le Budget 2019, qui sera voté en avril, ainsi que le programme d'investissement pluriannuel dans les infrastructures faisant partie du Budget pluriannuel, seront intégrés ultérieurement dans les projections du STATEC.

Graphique 6:
Dépenses publiques en ralentissement à partir de 2020



Source: STATEC

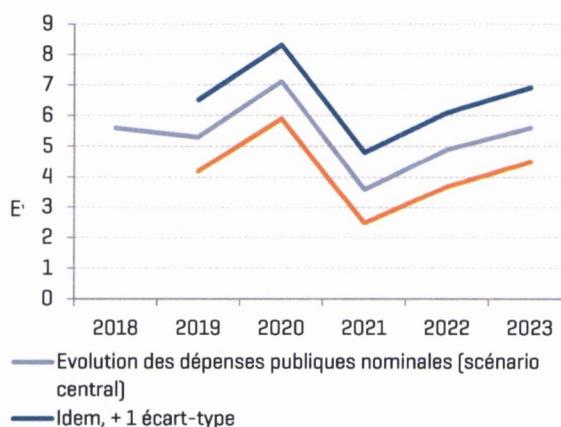
Les catégories sous-tendant le ralentissement des dépenses publiques sont la consommation intermédiaire, l'investissement et la masse salariale. En effet, exprimées en % du PIB, elles atteindraient leur plus haut niveau en 2019/2020, pour ralentir ensuite, plus ou moins fortement. Ensemble, ces dépenses comptent pour environ 40% des dépenses totales. Entre 2020 et 2023, elles perdent environ 0.6 point de PIB, alors que les parts des autres composantes, surtout les prestations sociales, restent plus ou moins stables.

Toutefois, le fait que ces dépenses ne progressent pas plus rapidement est certainement dû en partie à l'absence de mesures. Ceci pour rappeler et préciser que la prévision du STATEC est effectuée "à politique inchangée". En pratique, cela revient à prendre en compte les mesures clairement annoncées, quantifiables et ayant une probabilité très élevée d'être implémentées [ou transformées en lois/règlements].

Dans cette projection ont ainsi été intégrées la modification apportée à la rémunération des fonctionnaires-stagiaires [coûtant environ 50 mio EUR], la gratuité des transports publics ainsi que la hausse du salaire social minimum. Par ailleurs, le STATEC s'est basé pour certaines des variables de dépenses sur la dernière Note au Formateur [investissement, transferts en capital, transferts courants] tandis que d'autres sont déterminées de façon endogène [masse salariale, consommation intermédiaire]. Les prestations sociales, qui constituent 50% des dépenses publiques, ont été déterminées sur base des budgets des organismes de sécurité sociale respectifs.

Il est donc tout à fait possible que la mise en œuvre des mesures figurant dans l'accord de coalition ou le programme massif d'investissement dans les infrastructures de transport annule le constat dressé plus haut, d'un ralentissement des dépenses publiques à partir de 2020.

Graphique 7:
Dépenses publiques: simulations alternatives



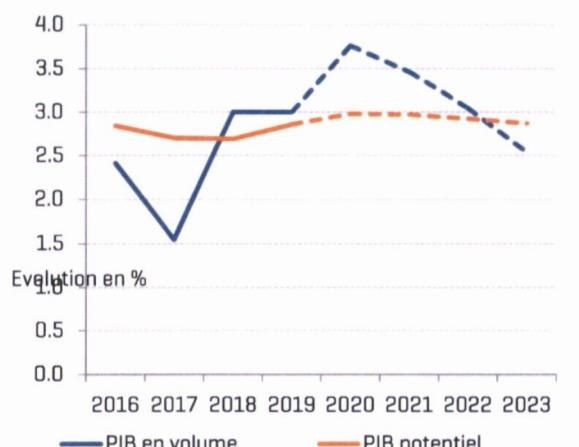
Source: STATEC

Les dépenses publiques revêtent un certain caractère endogène dans la projection du STATEC, car elles dépendent par exemple de l'échelle mobile des salaires, de l'emploi, de la population, etc. D'autre part, elles dépendent aussi des décisions politiques futures, inconnues par définition. Rappelons à cet égard que la projection du STATEC a été établie sous l'hypothèse de "politique inchangée" ce qui veut dire que n'ont été incluses que les mesures et lois connues avec suffisamment de détail, quantifiables et ayant une probabilité élevée d'être mises en œuvre.

L'incertitude concernant l'évolution future des dépenses publiques peut être illustrée par des simulations alternatives. Ces dernières sont censées représenter les politiques budgétaires alternatives. Pour illustrer donc l'évolution possible des dépenses publiques mais aussi du solde (cf. p. 19), des trajectoires alternatives des dépenses ont été établies sur base de la variabilité dans le passé des dépenses. En l'occurrence, leur taux de croissance a été augmenté respectivement diminué d'un écart-type, soit 1.2 point de %.

Il en résulte, à l'horizon 2023, un écart entre le niveau haut et bas ainsi obtenu des dépenses de 3.6 mia EUR. Précisons que les deux cas extrêmes - une croissance des dépenses durablement plus élevée ou plus faible - restent tout à fait plausibles au vu des données historiques. Ainsi, dans le cas d'une hausse durablement plus forte, la part des dépenses publiques dans le PIB serait de 45.6% en 2023. Cela constitue certes le niveau le plus élevé atteint depuis 1995, mais reste très proche des sommets précédents. Dans le cas des dépenses évoluant durablement moins vite, leur part dans le PIB descendrait à 41.2%, soit environ 0.5 ppt en-dessous de la moyenne de long terme.

Graphique 8:
PIB en volume et PIB potentiel



Source: STATEC

Le STATEC maintient sa prévision de croissance de 3% pour 2018 et 2019 telle que présentée dans la Note de Conjoncture no. 2-2018, début décembre. Pour 2018, les dernières données trimestrielles, non disponibles au moment de l'élaboration de ces prévisions, confirment cette orientation positive. Pour 2019, les facteurs exogènes (surtout la conjoncture internationale) ne justifient pas (encore) de révision à la baisse, au moment de la finalisation de cette projection, c.-à-d. fin janvier 2019. En effet, le STATEC avait déjà intégré dans sa prévision d'automne 2018 une baisse de l'Eurostoxx de 4.5% en 2019, chiffre qui reste l'hypothèse la plus probable en ce début d'année. La légère révision à la baisse de la croissance réelle dans la zone euro en 2019 (de 1.7% à 1.5%) ne justifie à elle seule, à ce stade, une révision à la baisse de la croissance prévue au Luxembourg.

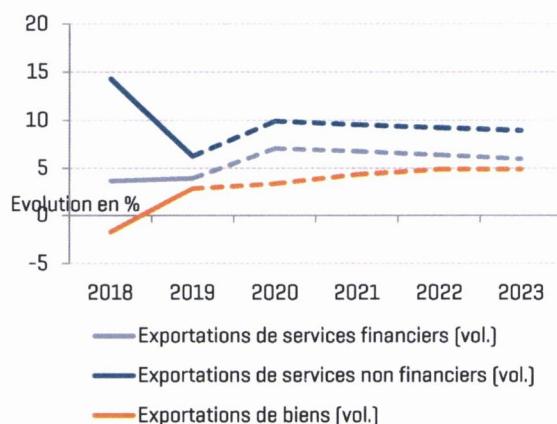
Pour 2020, le STATEC table sur un rebond de la croissance, à 3.8%. De plus amples explications figurent à la page 10.

Au-delà de 2020, la croissance réelle reviendrait progressivement vers son rythme potentiel, que le STATEC évalue actuellement à un peu moins de 3%. Elle ralentirait elle-même vers la fin de l'horizon de projection. Rappelons que la mesure préférée du STATEC pour la croissance potentielle est une moyenne arithmétique simple de quatre méthodes (cf. NDC pp. 115-116).

L'écart de production, qui constitue le rapport entre le niveau du PIB observé/prévu et le PIB potentiel (non représenté sur le graphique adjacent) serait encore négatif en 2019 (à -1%) et ne se refermerait que lentement et progressivement. Lors des projections de moyen terme précédentes, le STATEC était encore parti d'un écart de production positif à partir de 2019, mais la forte révision à la baisse du PIB observé pour 2016 et surtout 2017 l'a fait glisser à nouveau en territoire négatif.

10

Graphique 9:
Exportations et demande extérieure



Source: STATEC

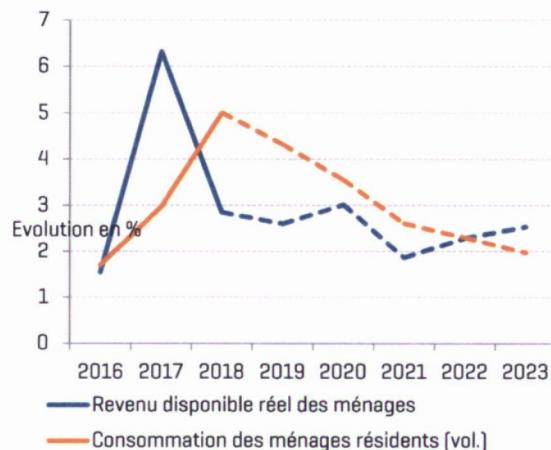
Dans une petite économie ouverte comme le Luxembourg, la contribution principale à la croissance économique ne peut provenir que de l'extérieur. Dans ce sens, il faut examiner plus en détail les exportations du Luxembourg et leur agencement avec la demande étrangère, donc les importations des pays partenaires commerciaux.

De ce fait, le rebond de la croissance du PIB en 2020 (de 3.0% à 3.8%) peut être attribué pour moitié environ aux exportations de services financiers, qui profiteraient de la hausse projetée de l'Eurostoxx (passant de -4.5% en 2019 à +6.4%).

Les exportations de biens et de services non financiers contribueraient également au rebond, en s'agencant mieux avec la demande étrangère. En effet, alors que les biens auraient baissé en 2018, les services non financiers auraient bondi de près de 15% sur cette année. Tous les deux montreraient des évolutions plus en ligne avec les importations des pays partenaires commerciaux en 2019 et 2020, profitant de la bonne tenue de leur demande intérieure et seraient finalement pas impactés par la dégradation de l'environnement économique hors zone euro.

Un autre facteur qui joue à la hausse en 2020 est le fait que pour 2018 et 2019, la prévision (issue du modèle) est contrainte sur les données observées et les tendances probables à court terme, aboutissant à une évolution du PIB en volume aux alentours de 3%. Or, si l'on simulait le modèle librement à partir de 2018 ou 2019, il produirait plus de croissance de l'activité (du PIB en volume). En le laissant évoluer librement à partir de 2020, cet effet se produit plus tardivement. Il est en ligne avec les commentaires effectués par le STATEC dans ses publications antérieures, en particulier sur le fait que nombre d'indicateurs statistiques affichent des tendances qui font croire que dans les données relatives à 2016 et surtout 2017, pour des raisons statistiques ou structurelles, la croissance du PIB en volume semble sous-estimée.

Graphique 10:
La consommation des ménages comme soutien conjoncturel



Source: STATEC

Si les impulsions de croissance majeures proviennent de la demande extérieure, une bonne tenue de la demande intérieure a toute son importance pour l'économie luxembourgeoise. Ainsi, la hausse observée resp. prévue de la consommation réelle des ménages de 4-5% en 2018 et 2019 constitue un support indéniable, dont peuvent profiter les entreprises du commerce de détail, de la construction et des services aux ménages. Il faut remonter aux années pré-crise pour trouver des taux d'expansion de la consommation aussi élevés. Une partie de la hausse s'explique par la réforme fiscale de 2017, qui a fait bondir le revenu disponible réel de plus de 6%. Ce surplus de revenu n'a pas été consommé sur l'année même, mais probablement étalé sur 2018, voire au-delà, ce qui explique que sur l'horizon de projection, la consommation progresse plus rapidement que le revenu [cf. graphique].

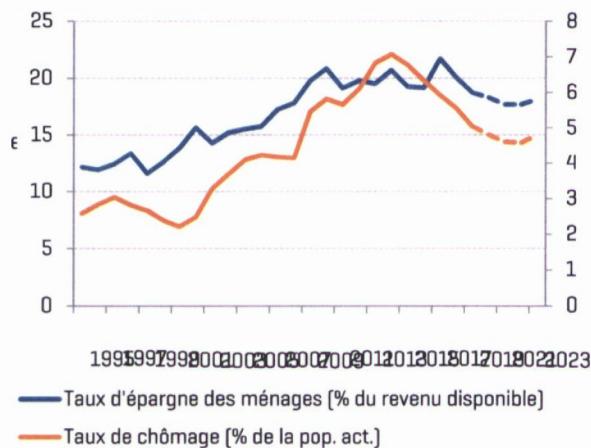
Le corollaire de ce constat est une baisse du taux d'épargne. Généralement, les ménages réduisent leur stock d'avoirs financiers [pour consommer d'avantage] lorsque la situation économique est favorable.

Au Luxembourg, sur les dernières années, nombre de paramètres pointent dans cette direction comme la hausse de l'emploi, surtout auprès des résidents, ou l'indicateur de confiance des consommateurs qui affiche un plus haut historique.

A moyen terme, la consommation privée ralentirait, pour retrouver, en 2023, un taux d'expansion à nouveau inférieur à celui du revenu disponible, d'environ 2%.

12

Graphique 11:
Le taux de chômage est un des principaux déterminants du taux d'épargne



Source: STATEC

Dans le modèle du STATEC utilisé pour établir les projections à moyen terme, la consommation privée dépend du revenu disponible réel, du taux de chômage et de l'effet de levier [crédits immobiliers sur collatéral c.-à-d. valeur monétaire du stock de bâtiments résidentiels].

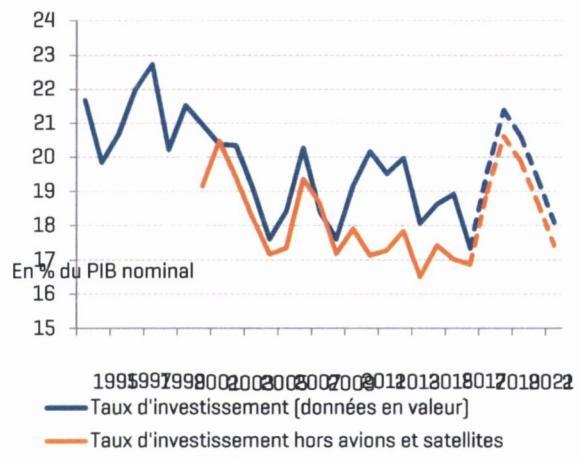
Sur l'horizon de projection, le taux de chômage tire le taux d'épargne vers le bas [ou la consommation vers le haut] grâce à une semi-élasticité estimée d'environ -0.01: un point de taux de chômage en moins entraîne, ceteris paribus, un point de consommation privée en plus. Ainsi, on peut estimer que sur la période 2014-2021, c.-à-d. où le taux de chômage baisserait au total de 2.5 points, la consommation privée se trouverait augmentée d'autant.

Pour l'impact du taux d'endettement des ménages, le lien empirique est plus délicat car il n'y a pas de statistiques observées sur la valeur effective des bâtiments résidentiels en termes de collatéraux pour couvrir les crédits. La mesure du STATEC repose sur le stock de capital estimé, qui est déduit de l'investissement résidentiel et d'un certain nombre d'hypothèses complémentaires.

Toujours est-il que sur base des projections du STATEC, les crédits immobiliers augmenteraient plus vite que le collatéral, ce qui aurait tendance à freiner la consommation privée. Mais l'élasticité estimée, entre -0.1 à court terme et -0.2 à moyen/long terme, reste faible, de sorte que la hausse de l'endettement des ménages ne devrait pas freiner leur consommation de manière excessive à court/moyen terme.

13

Graphique 12:
Le taux d'investissement devrait rebondir, mais temporairement

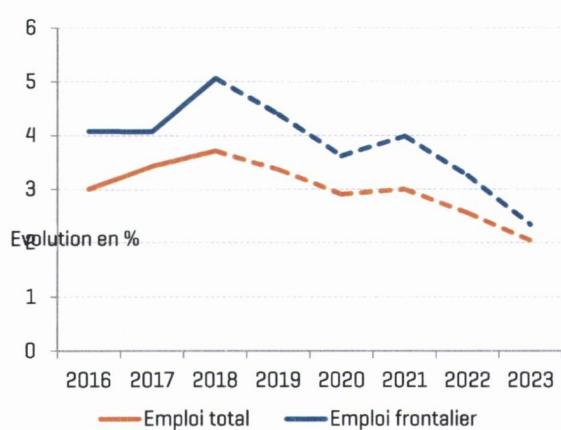


Source: STATEC

La baisse sur longue période du taux d'investissement du Luxembourg avait été analysée dans la NDC 2-18. Les principales branches à l'origine de la baisse du taux d'investissement depuis 1995 sont l'industrie manufacturière, les services financiers, les transports et l'entreposage et l'information/communication [NDC 2-2018, pp. 60-70]. Pour bien comprendre les fluctuations de l'investissement au Luxembourg, il convient de neutraliser les acquisitions de satellites et d'avions. Ces dernières avaient par exemple temporairement stabilisé la baisse du taux d'investissement sur les années 2011-2014 voire 2017 [cf. graphique]. Après environ 1 mia EUR investis dans les satellites et avions sur cette année, la dépense afférente passerait à 275 mio EUR en 2018 et environ 350 mio EUR en 2019. Au-delà, il s'agit d'une hypothèse technique [montant historique moyen].

Le rebond de 2019-2021 serait dû à une reprise normale de l'investissement en machines et équipements, ceci après deux années moins dynamiques [2017 et 2018]. Il est sous-tendu par des crédits en expansion depuis 2015, à des taux de croissance à deux décimales, eux-mêmes dynamisés par des primes de risque en baisse depuis 2012 [mais toujours élevées en comparaison historique]. Il arrive sur fond de très bons résultats conjoncturels, pas forcément visibles au niveau agrégé [PIB], mais émergeant de nombreux indicateurs de branches. Notons encore que l'investissement public joue à la hausse en 2020, avec +13%. En fin de période, le taux d'investissement descendrait à nouveau en-dessous de 20%, freiné entre autres par la hausse des taux [cf. resserrement monétaire de la BCE] et la fin du cycle conjoncturel.

Graphique 13:
L'emploi comme meilleur témoin du cycle conjoncturel [que le PIB]

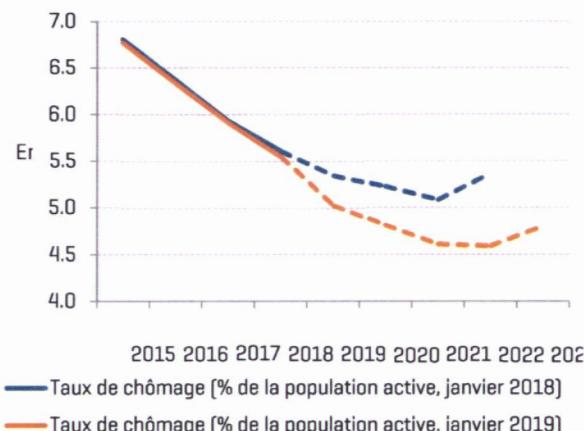


Source: STATEC

L'emploi a deux grands avantages sur le PIB, en terme d'indicateur conjoncturel: il est très rapidement disponible et il n'est pas révisé. Les données sur l'emploi que le STATEC utilise pour effectuer de l'analyse conjoncturelle, mais également pour construire les comptes de la nation, proviennent de l'IGSS. Elle-même les obtient du Centre commun de la Sécurité Sociale, ce qui veut dire que l'emploi, mesuré par le STATEC, résulte directement des déclarations d'entrée et de sortie des entreprises (et de l'Etat). Or une entreprise qui embauche est généralement une entreprise qui va bien, et les fluctuations de l'emploi ont donc un lien direct avec la situation conjoncturelle. Mieux encore, les patrons sont en principe réticents à licencier en cas de faiblesse passagère de la demande, de sorte que l'emploi fluctue moins, et est donc aussi plus prévisible. Il a une caractéristique un peu plus fâcheuse, qui consiste à afficher un certain retard sur le cycle réel de l'activité, pour précisément la même raison (les patrons lissent l'emploi sur le cycle). Mais on peut y remédier en se focalisant sur un certain nombre d'indicateurs précurseurs ou avancés du marché du travail. Le STATEC y reviendra dans sa prochaine Note de Conjoncture.

14

Graphique 14:
L'emploi comme meilleur témoin du cycle conjoncturel [que le PIB] - suite et fin



Source: STATEC

Le STATEC suppose que la croissance de l'emploi a été à son paroxysme en 2018, et ralentira progressivement au cours des prochaines années, pour atteindre 2% environ en fin de cycle. Il s'agit évidemment toujours de bonnes performances en comparaison européenne. Précisons aussi que "fin de cycle" ne veut pas dire "récession". La projection du STATEC repose sur une stabilisation de la croissance de la demande étrangère aux alentours de sa moyenne de long terme. Le risque d'un arrêt plus brutal de la conjoncture est traité sous forme de scénario (cf. pp. 21-30).

La croissance de l'emploi se maintiendrait au-dessus de 3% jusqu'en 2021 inclus, ce qui historiquement, a généralement suffi à faire baisser le chômage, ou du moins à le stabiliser. Plusieurs éléments font penser aujourd'hui que ce seuil est plus bas:

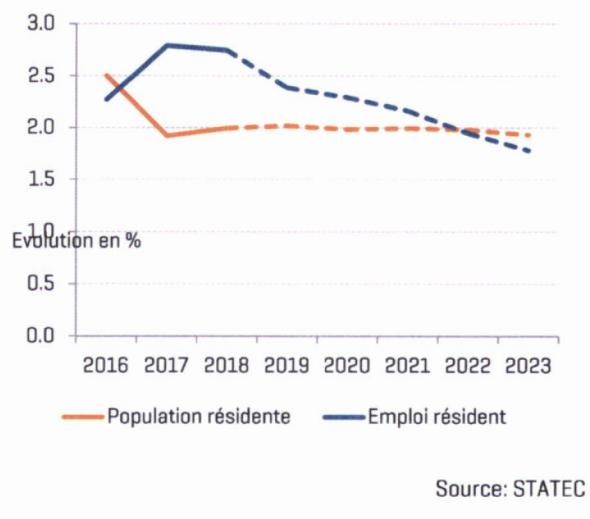
- les observations des dernières années, qui voient le chômage baisser ponctuellement à des taux inférieurs à 3%;
- une baisse durable et importante du chômage dans la Grande Région (surtout en Allemagne);
- des salaires nets qui ont cessé de progresser plus rapidement au Luxembourg que dans les pays voisins.

Tous ces éléments rendent le marché de l'emploi luxembourgeois à la marge moins intéressant pour les frontaliers et favorise donc la croissance de l'emploi domestique, ce qui agit favorablement sur le chômage. Le STATEC voit donc ce dernier baisser [ou du moins ne pas augmenter] jusqu'en 2022.

15

Graphique 15:

**La croissance de la population devrait se stabiliser
à 2% par an environ**



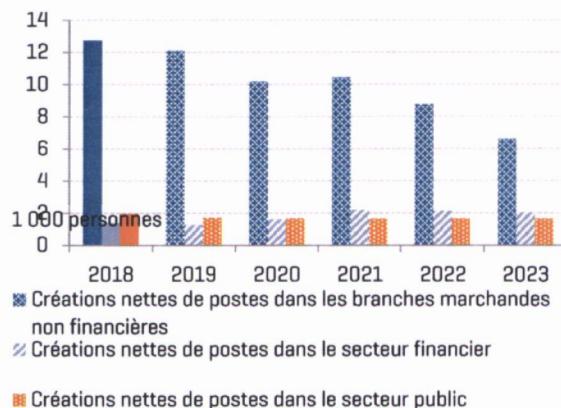
Source: STATEC

Les projections de croissance de la population ont été fortement révisées à la baisse par rapport à il y a un an. En cause, essentiellement, une évolution beaucoup moins dynamique que prévue en 2017 [+1.9% au lieu de +2.5%] qui est due aux révisions des données sur les migrations [entrées/sorties].

La hausse prévue de 2% environ sur toute la période de projection est en tous cas mieux en ligne avec les chiffres historiques, antérieurs à la crise. Ce qui compte pour les frontaliers vaut aussi pour les migrations: grâce à l'amélioration de l'environnement économique dans les autres pays de la zone euro, le Luxembourg est devenu *ceteris paribus* moins intéressant, pour les migrations liées au travail, tout en restant évidemment très attractif, dans l'absolu. Il est significatif à cet égard que la croissance de la population n'a jamais été aussi élevée au Luxembourg que sur les années 2011-2016, marquées par la crise des dettes souveraines en Europe et ses séquelles, notamment sur le chômage, affectant quelques-uns des pays qui fournissent parmi les plus grands contingents de travailleurs étrangers au Luxembourg (Portugal, Italie, Espagne).

16

Graphique 16:
Le secteur privé non financier reste plus grand
pourvoyeur de postes



Source: STATEC

Le ralentissement conjoncturel prévu sur l'horizon de projection se reflète plus fidèlement au niveau de l'emploi qu'à celui du PIB ou de la VAB par branches. De ce point de vue, un regard plus approfondi sur les trois secteurs modélisés dans Modux se justifie.

Le nombre le plus élevé d'emplois serait créé dans le secteur marchand non financier. Ces emplois se trouvent dans des branches aussi hétérogènes que l'industrie, la construction, le commerce, l'Horeca, les transports et communications et les autres services aux entreprises et aux personnes.

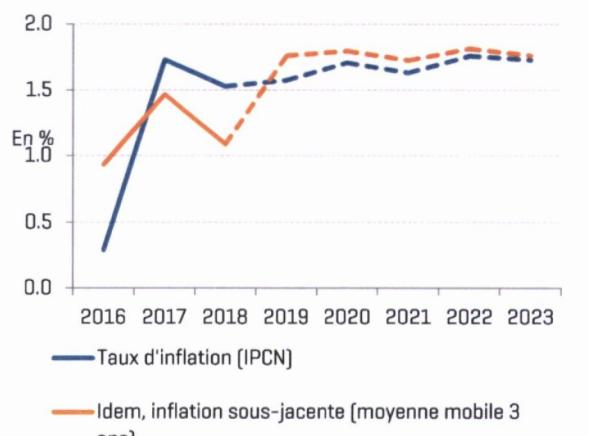
Le nombre de postes créés en net par an passerait de près de 12 000 en 2018 à un peu plus de 6 000 cinq ans plus tard, du fait du ralentissement conjoncturel qui marque la fin de cycle telle que dessinée par les hypothèses et le modèle. Il s'agirait en 2023 encore d'une hausse de 1.5% qui se comparerait de manière favorable avec la moyenne de long terme (+3% par an) ou l'évolution dans la plupart des pays de la zone euro.

Alors que l'emploi ralentirait, la productivité apparente du travail se rétablirait tout doucement, d'environ +1% sur l'ensemble des années 2020-2023. Cette amélioration ne suffirait toutefois pas pour compenser la forte baisse observée sur les années 2017-2019 (-3.7%). Mais dans la mesure où les données sur le PIB en volume restent soumises à de grands points d'interrogation sur ces années, il en va logiquement de même pour ce qui concerne la productivité qui divise la VAB en volume par l'emploi.

Seules les analyses qui sont en train d'être effectuées sur ces phénomènes atypiques ainsi qu'éventuellement les révisions futures des données des comptes nationaux vont pouvoir dire si la forte baisse de la productivité est un phénomène de nature structurelle, conjoncturelle ou effectivement liée à quelques entreprises isolées.

Dans les deux autres branches, les créations annuelles d'emplois oscilleront entre 1 500 et 2 000 personnes. Alors que le STATEC prévoit une activité plus solide dans le secteur financier au cours des prochaines années que sur la période poste-crise, l'emploi pourrait y augmenter aussi un peu plus fortement à partir de 2021, sans toutefois atteindre les records historiques.

Graphique 17:
L'inflation sans tonus, encore...



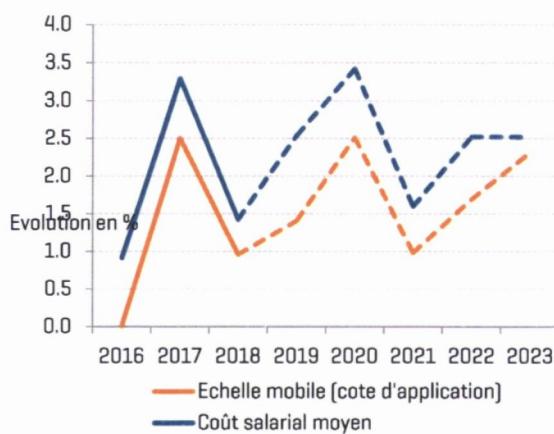
Source: STATEC

Après 1.5% seulement en 2018, l'inflation devrait remonter à 1.7% en 2019, ce qui correspond aussi à l'inflation moyenne projetée sur l'horizon de prévision (jusqu'en 2023). Plombée l'an dernier par la baisse des prix des crèches, l'inflation sous-jacente a repris de la vitesse mais va plafonner en 2019. Si la réduction des capacités de production inutilisées en Europe - telle la baisse continue du chômage qui se traduit progressivement par une dynamisation des salaires - ont contribué au regain de l'inflation, le ralentissement actuel de la croissance explique à son tour le plafonnement, légèrement en dessous de la cible de 2%.

La contribution des prix des produits pétroliers à l'inflation totale, d'un tiers encore en 2018, serait légèrement négative cette année et ne se renforcerait que doucement au cours des années suivantes. L'introduction de la gratuité des transports publics, au 1^{er} mars 2020, va tirer l'inflation vers le bas en 2020 (de -0.2 point de % selon les estimations du STATEC). D'autres mesures de l'accord de coalition sont également susceptibles d'impacter l'inflation mais n'ont pas été intégrées dans la prévision, faute de détails suffisants et/ou de date de mise en œuvre.

Après une tranche indiciaire prévue pour la fin de l'année 2019, deux autres surviendraient jusqu'en 2023.

Graphique 18:
Les salaires rythmés par l'échelle mobile

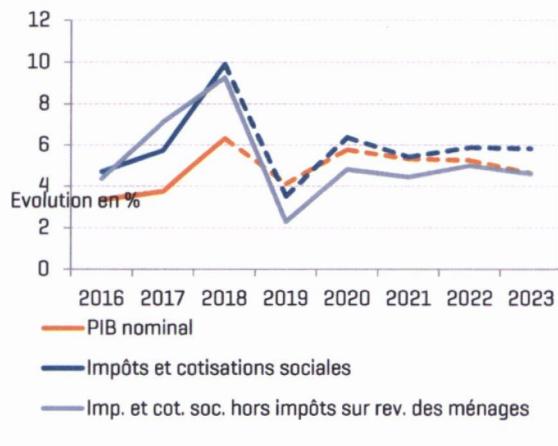


Source: STATEC

Avant la crise financière, les salaires réels (par tête, déflateur: échelle mobile) augmentaient en moyenne de 1.5% par an. Sur les années post-crise immédiates, ils n'augmentaient quasiment pas, sur plusieurs années. Depuis la reprise toutefois, entamée en 2013/2014, les salaires réels s'inscrivent à nouveau à la hausse, mais à des rythmes moins élevés que par le passé, d'environ 0.7-0.8% sur la période représentée au graphique ci-joint (incluant donc la prévision). Le chômage plus élevé, au Luxembourg comme dans la Grande Région (sauf en Allemagne), tire sans doute les salaires vers le bas, tout comme les migrations très élevées ayant émané des pays touchés le plus durement par la crise. Mais la hausse des salaires réels reste néanmoins plus ou moins au même niveau que dans la zone euro dans son ensemble et illustre de ce fait la situation macro-économique prévue très saine au Luxembourg, et la capacité des entreprises, considérées dans leur ensemble, à partager avec les travailleurs les fruits de la croissance.

Le fait que les salaires réels ont continué d'augmenter sur les années les plus récentes, en particulier celles marquées par la très faible croissance réelle du PIB (2016 & 2017) constitue donc un autre élément plaident pour un "accident statistique", une "anomalie structurelle", rendant le PIB en volume un peu moins fiable que d'habitude pour le diagnostic conjoncturel

Graphique 19:
Les impôts et cotisations sociales au rythme du PIB nominal



Source: STATEC

Sur longue période, les recettes fiscales suivent en général le PIB nominal. Pour des années particulières, des mesures affectant les taux d'imposition nominaux [cf. hausse de la TVA en 2015 ou baisse de la fiscalité directe affectant les ménages et les entreprises à partir de 2017] peuvent perturber ce lien.

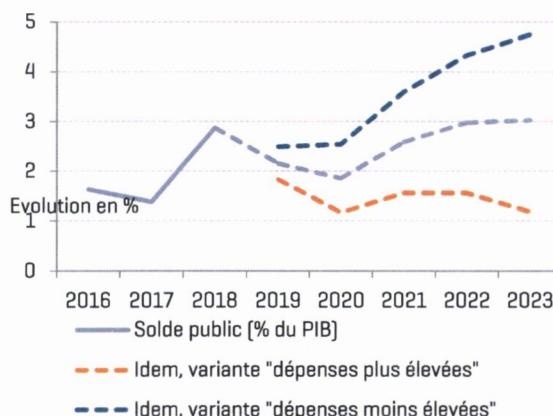
Paradoxalement, concernant en particulier les années 2016-2018, la croissance du PIB nominal est inférieure à celle des recettes, alors que la baisse de la fiscalité directe aurait dû induire le contraire. Probablement, au moins deux phénomènes d'envergure poussant dans ce sens se superposent:

- une sous-estimation probable de la croissance économique telle que mesurée par le PIB, thématisée à plusieurs reprises par le STATEC [dans cette publication tout comme dans les Notes de Conjoncture];
- des rentrées fiscales élevées au niveau des mêmes impôts directs des sociétés, surtout en 2018, dues en partie à des circonstances exceptionnelles, vouées à ne pas se reproduire au-delà de 2019.

A partir de 2019, les recettes d'impôts et de cotisations seraient à nouveau en ligne avec le PIB nominal, à politique inchangée [le STATEC n'ayant pas encore intégré la baisse additionnelle annoncée d'un point du taux nominal auprès des entreprises].

En fait, les recettes fiscales progresseraient davantage que le PIB nominal vers la fin de l'horizon, mais cela est exclusivement dû aux impôts sur les ménages et la progressivité des barèmes qui fait en sorte que le taux d'imposition moyen des ménages augmente mécaniquement, du fait de l'inflation salariale. Sans les impôts sur les revenus des ménages, l'élasticité convergerait vers 1 [cf. graphique 19].

Graphique 20:
Le solde public aux alentours de 2% du PIB en 2019 et 2020



Source: STATEC

Comme il y a un an, le STATEC prévoit le solde public se diriger à moyen terme vers +3% du PIB, à politique inchangée. Précisons que cette projection n'inclut pas encore le Budget 2019 ou le programme de dépenses d'investissement conséquentes en infrastructures, présenté à la mi-février. Ces éléments seront intégrés lors de la mise à jour des prévisions pour la Note de Conjoncture no. 1-2019.

Cette amélioration du solde est en grande partie due à la progressivité des barèmes sur les impôts des revenus des ménages. Ici, "politique inchangée" a été définie comme "aucune adaptation des barèmes" alors que ces derniers ont par le passé été adaptés plus ou moins régulièrement.

Une simulation du STATEC visant à obtenir une élasticité unitaire entre la masse salariale et les impôts sur les revenus des ménages à partir de 2019 aboutit à un solde public de 1.6% en 2023 [contre 3% dans le scénario de base]. Cette grande différence s'explique par le fait que les impôts sur les ménages constituent la catégorie individuelle d'impôts la plus importante parmi l'ensemble des recettes fiscales [soit en 2018 5.6 mia EUR ou 20% du total des recettes fiscales et même 25% du total des impôts et cotisations].

Pour le reste, il convient de signaler que la projection en matière de solde public reste une projection conditionnelle, dépendante de l'environnement conjoncturel et fiscal international. Aucune disposition spécifique concernant le volet de mesures "BEPS" ("Base erosion and profit shifting") n'a été incluse.

L'incertitude concernant la politique en matière de dépenses publiques a été intégrée via les simulations alternatives. Elles aboutissent à un intervalle total [scénarios haut-bas] d'environ 3.5 points de PIB en 2023. Il s'agit d'une fourchette réaliste dans la mesure où elle est basée sur la variabilité passée de la croissance des dépenses [écart-type historique]. Elle inclut également les effets multiplicateurs positifs ou négatifs via l'impact induit sur l'activité et les recettes.

Tableau 2: Projections à moyen terme, 2019-2023

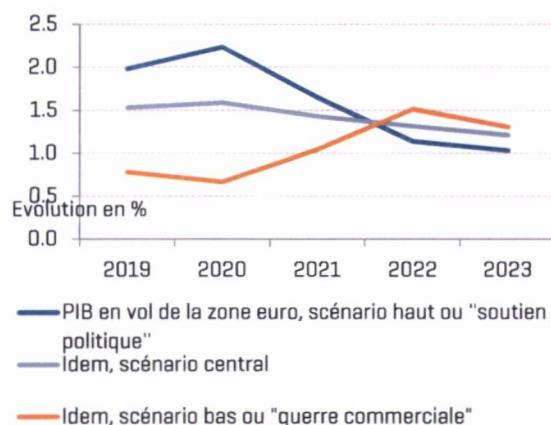
	1995-2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
<i>Principales hypothèses</i>		<i>Évolution en % [ou spécifié différemment]</i>						
PIB zone euro [vol.]	1.5	1.8	1.5	1.6	1.4	1.3	1.2	
Indice boursier européen EuroStoxx	4.3	-3.0	-4.5	6.4	5.6	4.8	4.1	
Prix PIB zone euro	1.5	1.4	1.6	1.7	1.8	1.9	1.9	
Prix pétroliers [USD/baril]	54.0	70.9	62.4	65.6	66.8	68.6	71.2	
Taux de change [USD/EUR]	1.21	1.18	1.17	1.23	1.25	1.25	1.25	
Taux d'intérêt court terme EUR	2.5	-0.3	-0.3	0.2	0.4	0.7	1.0	
Taux d'intérêt long terme EUR	4.1	1.1	1.5	2.1	2.6	3.0	3.3	
<i>Principaux agrégats macroéconomiques</i>		<i>Évolution en % [ou spécifié différemment]</i>						
PIB valeur [mia EUR]		58.79	61.21	64.74	68.18	71.74	75.05	
Idem, évolution en %	5.9	6.3	4.1	5.8	5.3	5.2	4.6	
RNB [mia EUR]		41.20	41.37	42.26	45.47	46.39	47.67	
Idem, évolution en %	4.6	5.1	0.4	2.1	7.6	2.0	2.8	
PIB potentiel [vol.]	3.4	2.7	2.9	3.0	3.0	2.9	2.9	
Ecart de production [en % du PIB pot.]	-0.4	-1.2	-1.0	-0.1	0.6	0.8	0.6	
PIB [en vol.]	3.4	3.0	3.0	3.8	3.5	3.0	2.5	
Emploi total intérieur	3.2	3.7	3.4	2.9	3.0	2.6	2.0	
Taux de chômage (% de la pop. active, déf. ADEM)	4.4	5.5	5.0	4.8	4.6	4.6	4.8	
Indice des prix à la consommation [IPCN]	1.9	1.5	1.6	1.7	1.6	1.8	1.7	
Echelle mobile des salaires [1.1.1948=100]		802.82	814.40	834.76	843.45	857.40	877.01	
Idem, évolution en %	1.8	1.0	1.4	2.5	1.0	1.7	2.3	
Coût salarial nominal moyen	2.8	1.4	2.5	3.4	1.6	2.5	2.5	
<i>Finances publiques</i>		<i>Évolution en % [ou spécifié différemment]</i>						
Recettes publiques totales	6.0	9.1	3.6	6.3	5.4	5.8	5.7	
Dont: impôts et cotisations sociales	6.3	9.9	3.5	6.4	5.4	5.9	5.8	
Dépenses publiques totales	6.2	5.6	5.3	7.1	3.6	4.9	5.6	
Idem, limite inférieure ¹			4.2	5.9	2.5	3.7	4.5	
Idem, limite supérieure ¹			6.5	8.3	4.8	6.1	6.9	
Solde public (% du PIB)	1.9	2.9	2.2	1.9	2.6	3.0	3.0	
Idem, limite inférieure ¹			2.5	2.5	3.6	4.3	4.8	
Idem, limite supérieure ¹			1.8	1.2	1.6	1.6	1.2	
<i>Population, marché du travail</i>		<i>Niveaux [1 000 pers.] et taux de croissance</i>						
Population totale [1 000 pers.] ²		614.0	626.4	638.8	651.5	664.5	677.3	
Idem, évolution en %	1.7	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	1.9	
Emploi total intérieur [1 000 pers.]		448.8	463.9	477.4	491.7	504.3	514.6	
Idem, évolution en %	3.2	3.7	3.4	2.9	3.0	2.6	2.0	
Emploi résident [1 000 pers.]		264.4	270.7	276.8	282.8	288.3	293.5	
Idem, évolution en %	1.9	2.7	2.4	2.3	2.2	1.9	1.8	
Emploi frontalier [1 000 pers.]		197.5	206.2	213.7	222.2	229.4	234.8	
Idem, évolution en %	5.6	5.1	4.4	3.6	4.0	3.3	2.3	
Population active [1 000 pers.]		279.9	285.0	290.8	296.5	302.2	308.3	
Idem, évolution en %	2.1	2.3	1.8	2.1	1.9	1.9	2.0	
Nombre de chômeurs [1 000 pers.]		15.5	14.3	14.0	13.7	13.9	14.8	
Idem, évolution en %	6.0	-4.0	-7.7	-2.4	-2.4	1.5	6.7	

¹ Limites basées sur l'ajoute respectivement le retranchement d'un écart-type [observée entre 2010 et 2016] sur le taux de croissance des dépenses

² Au 31 décembre

Graphique 21:

Des scénarios alternatifs pour dessiner l'éventail du possible en 2019 et 2020



Source: Oxford Economics

Le scénario central à moyen terme présenté dans ce document constitue une projection conditionnelle. Sa réalisation dépend d'un nombre très élevé d'hypothèses, notamment celles liées à l'environnement international. Afin d'illustrer les conséquences d'hypothèses alternatives, le STATEC a choisi deux scénarios qui ont des probabilités plus ou moins élevées de se réaliser, et en a simulé les conséquences pour l'économie luxembourgeoise:

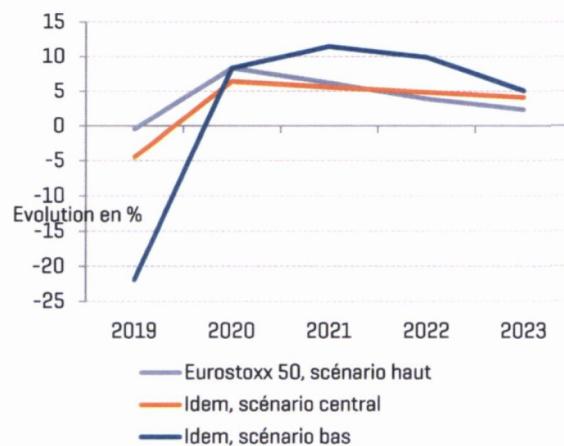
- une guerre commerciale mondiale généralisée [ci-après: scénario bas]: les tensions commerciales s'intensifient de manière spectaculaire du fait de nouvelles mesures tarifaires de la part des États-Unis, ce qui déclenche une guerre commerciale mondiale, annulant la plupart des réductions tarifaires observées depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce en 1995 [probabilité de réalisation: 2%]; à noter que ce scénario comprend un Brexit sans accord, mais que la majeure partie du choc négatif est générée par les effets de la guerre commerciale;
- des mesures politiques qui soutiennent la reprise: la croissance mondiale s'accentue à nouveau alors que les incertitudes liées aux politiques commerciales commencent à s'estomper et que la confiance rebondit, sur fond d'assouplissement de la politique [ci-après, scénario haut] chinoise et du retardement du resserrement monétaire dans les économies avancées [probabilité de réalisation: 15%].

Les impacts sur la zone euro des deux scénarios ont été simulés par Oxford Economics. Dans le cas de la guerre commerciale généralisée, la croissance dans la zone euro se réduirait d'environ 3/4 de point sur les trois prochaines années avant de se redresser en fin de période. Dans le cas d'un scénario où les politiques monétaires et budgétaires des principales régions du globe œuvreraient de concert pour soutenir une économie mondiale fléchissante, la croissance de la zone euro pourrait dépasser à nouveau les 2%, en 2019 et 2020, avant de ralentir plus substantiellement que dans le scénario de base.

Une des raisons de travailler avec ces deux scénarios alternatifs, mis à part leur intérêt analytique, réside dans le fait qu'il s'agit de cas de figure quelque peu extrêmes, affectés de probabilités faibles quoique non nulles, de sorte à ce qu'on peut admettre que l'intervalle dessiné ainsi comprend l'éventail des réalisations possibles au cours des deux prochaines années.

Le but final de ces scénarios est de proposer aux utilisateurs des projections du STATEC des trajectoires alternatives cohérentes englobant les risques potentiels, pouvant être utilisées pour dessiner leur propres hypothèses, que ce soit en termes de recettes publiques, d'évolution du marché du travail, de la population ou de l'inflation [échelle mobile]. Le monde de demain est par nature incertain, tandis que les variables économiques, le PIB et ses composantes en particulier, sont de surcroît affectées d'un degré de révision statistique élevé, ce qui rajoute à l'incertitude.

Graphique 22:
En cas de guerre commerciale, l'Eurostoxx pourrait baisser de plus de 20% en 2019



Source: Oxford Economics

Un des intérêts à travailler avec Oxford Economics a pour le STATEC été le fait que leur modèle multi-pays intègre l'évolution des indices boursiers et permet dès lors de fournir une prévision pour l'Eurostoxx 50, un paramètre important dont dépend de façon étroite l'économie luxembourgeoise, et le secteur financier en particulier.

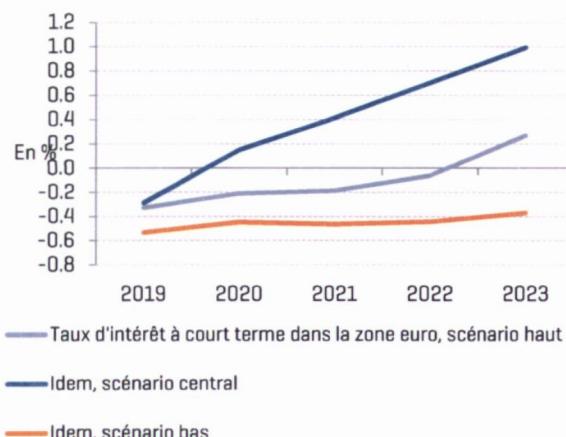
Les scénarios décrits ci-avant dégagent donc des trajectoires alternatives pour l'Eurostoxx50 qui permettent d'affiner la prévision pour l'économie luxembourgeoise. Dans ce sens il est important de souligner que les trajectoires pour l'Eurostoxx sont cohérentes avec les autres variables qui peuvent l'affecter, comme les bénéfices des entreprises, les taux d'intérêts ou l'aversion croissante pour le risque chez les investisseurs. etc.

En cas de guerre commerciale approfondie, l'Eurostoxx 50 pourrait baisser de plus de 20% en 2019, avant de rebondir à nouveau dès 2020. Au total, son niveau resterait de 7% inférieur à celui du scénario de base en 2023.

Dans le cas du scénario qui voit les politiques budgétaire et monétaire soutenir la reprise, les fluctuations seraient moins violentes. En terme d'évolution, l'Eurostoxx gagnerait environ 6.5 points sur les trois prochaines années, avant de ralentir davantage que dans le scénario de base.

Rappelons qu'un écart permanent de l'Eurostoxx de 10% d'une trajectoire donnée généreraient au Luxembourg un impact d'environ un demi-point sur le PIB, ceteris paribus. Le STATEC a à plusieurs reprises montré que l'économie luxembourgeoise est plus sensible aux fluctuations des indices boursiers que d'autres économies européennes.

Graphique 23:
Taux d'intérêt



Source: Oxford Economics

Dans l'ensemble, Oxford Economics (OE) continue d'anticiper une normalisation mesurée de la politique monétaire dans les principales économies, la zone euro en particulier. Ils ne prévoient pas de première hausse des taux d'intérêt de la part de la BCE avant le quatrième trimestre 2019 compte tenu des perspectives plus défavorables, même si la fin des achats nets liés au "quantitative easing" a été décidée fin 2018.

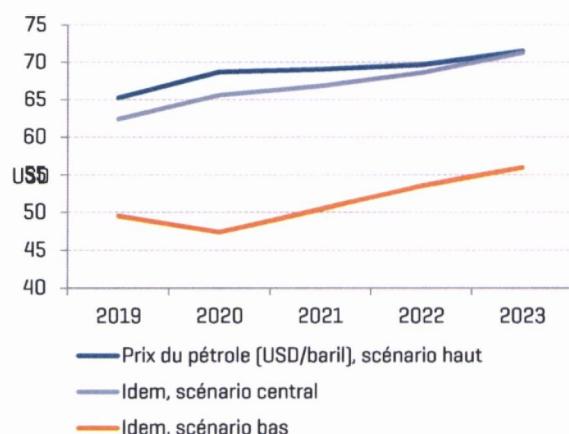
OE s'attend d'autre part à ce que la BCE remplace les obligations arrivant à échéance par de nouveaux achats sur une durée d'environ deux ans encore, avant qu'elle ne commence éventuellement à réduire son bilan.

De façon intéressante, dans les deux scénarios alternatifs, les taux à court terme dans la zone euro sont inférieurs à ceux du scénario de base. Ceci est dû au fait, que dans le cas de la guerre commerciale, la réduction des taux courts - ou plutôt leur maintien à un niveau faiblement négatif - est une résultante de la dégradation économique. Dans le cas de figure où la politique monétaire dans ce cas - supporte la conjoncture, le faible niveau des taux est la résultante d'une action délibérée des autorités.

Dans le modèle du STATEC utilisé pour effectuer les prévisions et simuler l'impact des hypothèses internationales alternatives, les taux d'intérêt sont un vecteur plutôt puissant de transmission des effets de la politique monétaire. Ainsi, pour ce qui concerne l'investissement total, son niveau serait, en 2023, dans les deux cas, d'environ 12% plus élevé que dans le scénario de base. Notamment, il n'y diminuerait pas [guerre commerciale] ou moins que dans le scénario central [cf. graphique 27].

24

Graphique 24:
Prix pétroliers (baril)



Source: Oxford Economics

Dans le scénario "guerre commerciale", les tensions en matière de politique commerciale s'intensifient de manière spectaculaire. Les USA imposent de nouvelles hausses tarifaires substantielles aux marchandises chinoises, au secteur mondial de l'automobile et aux marchandises importées d'autres partenaires commerciaux clés. Avec un Brexit sans accord qui s'ajoute à la perturbation, les retombées sont considérables. La croissance mondiale ralentit fortement et, dans un contexte d'action agressive de la part de la Réserve fédérale, des mouvements de marché soudains s'ensuivent. Les prix du pétrole et des produits de base sont impactés négativement (par rapport au scénario de base) par une demande mondiale plus faible. Le prix du pétrole est inférieur au niveau de référence, d'environ 15 dollars le baril en 2019 et de 20 dollars en 2020 et 2021.

Ainsi, dans le cas de la guerre commerciale, l'inflation dans la zone euro telle que mesurée par les prix du PIB, tomberait jusqu'à environ 0.5% en 2020 et 2021.

Dans le scénario avec soutien politique, les prix pétroliers seraient quelque peu plus élevés, mais l'écart par rapport au scénario central est moins spectaculaire. En fin de période, ils seraient à nouveau égaux au scénario de base, tandis que dans le cas "guerre commerciale", ils resteraient durablement plus bas.

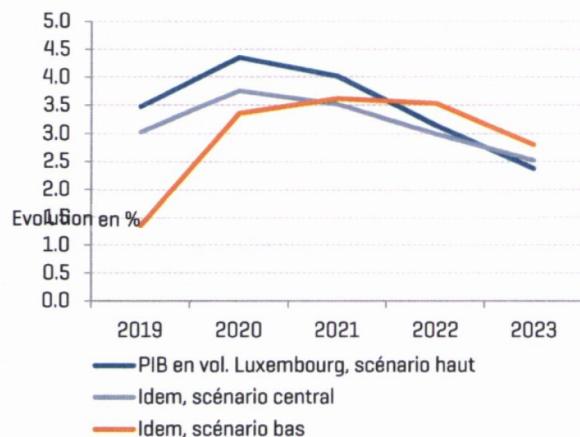
La guerre commerciale constitue un choc sévère, affecté par ailleurs d'une probabilité très faible. Il n'empêche, les discussions entre les USA et la Chine ne semblent pas avancer significativement et la menace d'une hausse automatique et unilatérale des tarifs de la part des USA, si aucun accord n'est trouvé, reste réelle.

Ainsi, les derniers rapports des médias sur les discussions en cours entre les deux parties à Pékin [à la mi-février] suggéraient que des différences qui dureront depuis des années prendront plus que quelques mois à résoudre. Les marchés ont peut-être espéré à un moment donné que ces négociations aboutissent à une résolution de la guerre commerciale en cours, mais les parties intéressées seraient désormais satisfaites si Washington choisissait simplement de repousser son échéance en ce qui concerne les pénalités tarifaires supplémentaires à imposer à la Chine.

Pour le Luxembourg, le scénario de la guerre commerciale signifierait une croissance abaissée de 1 point en moyenne en 2019 et 2020, et une légère correction à la hausse par après. Au total, l'activité économique, telle que mesurée par le PIB en volume, serait, en 2023, encore de plus de 1% ou quelques 600 mio EUR inférieure au scénario de base.

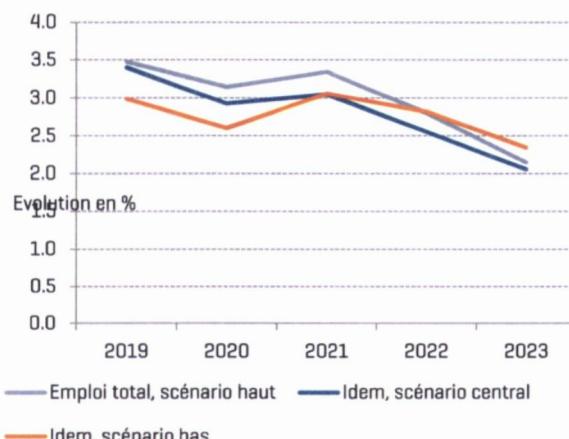
Dans le cas du scénario "soutien politique", le surplus de croissance réelle serait d'environ 0.5 ppt par an, jusqu'en 2022.

Graphique 25:
PIB en vol., Luxembourg



Source: STATEC

Graphique 26:
Emploi total



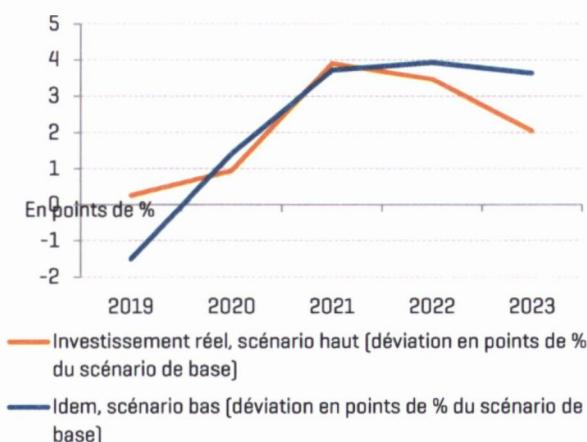
Source: STATEC

La réaction de l'emploi est par nature plus mesurée, et aussi plus étalée dans le temps. Les employeurs, du fait des coûts liés aux fluctuations excessives en matière de main-d'œuvre, pratiquent ce qu'on appelle en anglais du "labour hoarding", de la retenue de main-d'œuvre, en cas de choc sur l'activité. Qui plus est, l'impact négatif sur les prix se transmet sur les salaires, et amoindrit donc le coût de la main-d'œuvre, ce qui, ceteris paribus, permet aussi de garder un plus grand nombre de personnes en emploi.

Ainsi, dans le cas du choc défavorable, l'écart en % entre le scénario bas, en fin de période, et la baseline n'est que de 0.2% (1.1% dans le cas du PIB en volume). Cet écart correspond à un peu moins de 1 000 personnes qui auraient perdu leur emploi, en net, suite à l'aggravation du conflit commercial. Il faut insister qu'il s'agit de simulations macro-économiques, qui ne prennent pas en compte les impacts sectoriels spécifiques pouvant éventuellement se manifester [cf. cluster automobile].

Dans le cas du choc favorable [soutien politique], quelques 4 500 emplois nets supplémentaires pourraient être créés.

Graphique 27:
Investissement en volume



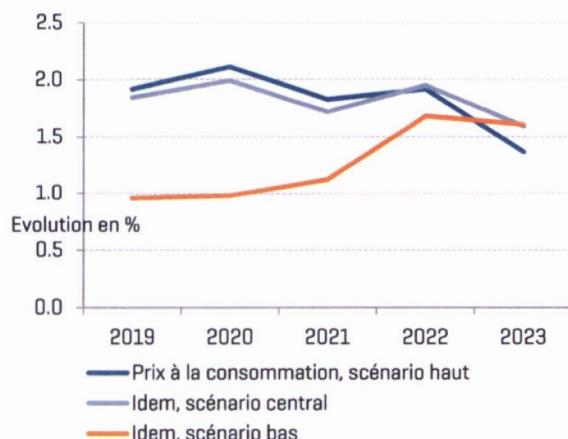
Source: STATEC

Comme mentionné précédemment, les deux scénarios voient les taux d'intérêt directeurs de la BCE plus bas que dans la baseline. Cela a un impact sur l'investissement, qui augmente, par rapport à la baseline, en dépit par exemple, du choc défavorable sur l'activité en cas de répercussions liées à la guerre commerciale.

La catégorie la plus touchée est celle des "machines et équipements", qui constitue environ 60% du total.

Dans ce cas, le niveau en 2023 reste environ 20% au-dessus de celui du scénario de base, ce qui est évidemment énorme.

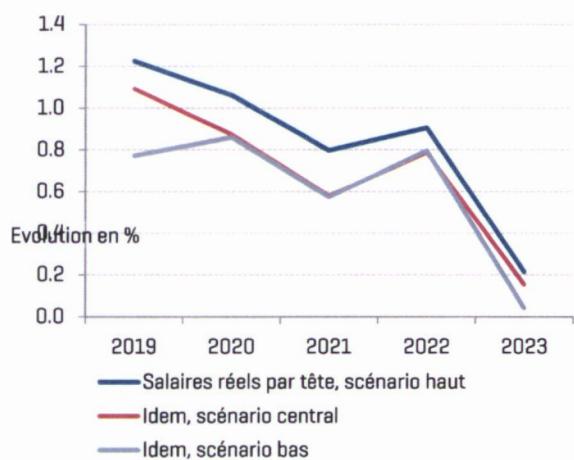
Graphique 28:
Prix à la consommation



Source: STATEC

Dans le cas du choc "guerre commerciale", l'inflation des prix à la consommation serait substantiellement plus faible que dans le scénario de base. Ce ne serait que vers 2022 qu'elle retrouverait un niveau au-dessus de 1.5%. Cet état des choses est lié au prix du pétrole, qui baisserait de 20 USD par rapport au scénario de base. On peut estimer qu'une baisse durable des prix pétroliers de 20 USD entraîne un impact à la baisse de +/- 0.5% de façon directe et sans effets de bouclage sur les prix à la consommation. L'effet restant sur les prix à la consommation proviendrait alors de la baisse des prix à l'importation (rappelons que l'inflation dans la zone euro tomberait à environ 0.5%) et des effets de bouclage.

Graphique 29:
Salaires réels par tête



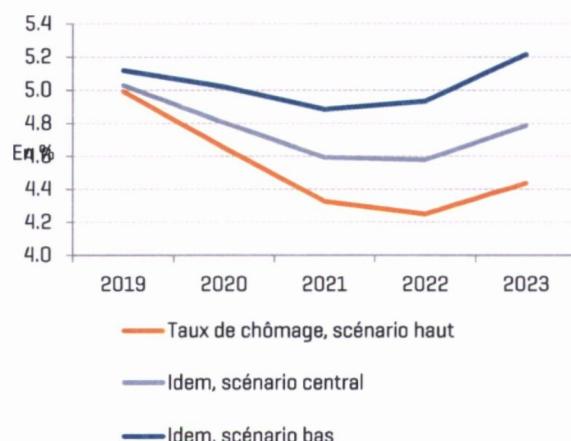
Source: STATEC

Dans le scénario de base, les salaires réels augmenteraient d'environ 1% en 2019 avant de ralentir et d'approcher une croissance proche de zéro en 2023. Ce ralentissement reflète celui de la conjoncture dans son ensemble et de la productivité en particulier.

Dans le cas de la guerre commerciale, les salaires réels sont affectés plus largement au début, du fait du gros impact négatif sur le PIB en volume qui se transmet via la productivité. Par après, les salaires se rattrapent en terme de croissance, mais à la fin de la période, le niveau reste environ 0.5% inférieur à celui du scénario de base.

Dans le cas du soutien politique, la trajectoire des salaires réels est de manière permanente supérieure à celle du scénario de base, l'écart se réduisant toutefois en fin de période.

Graphique 30:
Taux de chômage



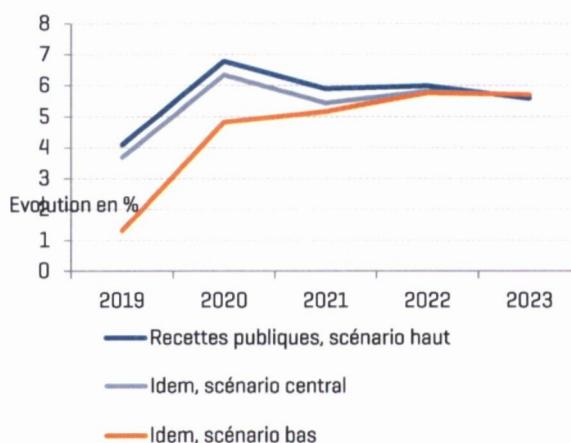
Source: STATEC

En cas de guerre commerciale, le chômage pourrait déjà se remettre à augmenter dès 2022, et atteindre 5.2% en fin de période, soit 0.2 ppt en plus que dans le scénario de base, ce qui correspond à environ 1 300 chômeurs [en moyenne annuelle].

Dans le scénario "support politique", le taux de chômage baisserait à près de 4.2%, ce qui correspondrait au niveau moyen observé sur les années avant la grande récession. Il y aurait ainsi en moyenne annuelle 13 700 chômeurs en 2023 contre 14 800 dans le scénario de base.

L'impact sur le chômage est atténué par les réactions de l'offre de travail et en particulier celle des frontaliers: dans le cas du choc favorable, leur nombre est plus élevé [que dans le scénario de base], ce qui amoindrit la réaction à la baisse du chômage [moins de résidents sont embauchés, *ceteris paribus*]. A l'opposé, en cas de choc favorable, la Grande Région, via les travailleurs frontaliers, absorbe une partie du choc.

Graphique 31:
Recettes publiques



Source: STATEC

La dégradation de l'environnement international et national affecte les recettes publiques. En particulier, la forte baisse de l'Eurostoxx en 2019 qui tire la taxe d'abonnement vers le bas couterait près de 150 mio EUR en 2019 et 2020 [donc 300 en cumul ou 20% du total de la perte en 2019].

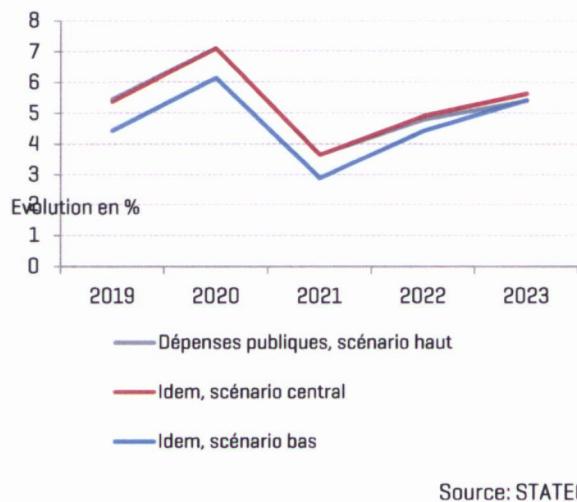
Mais la plus grande perte proviendrait de l'imposition du revenu des ménages et des cotisations sociales: au total, de près de 400 mio d'EUR de recettes en moins en 2023. Viennent ensuite: les cotisations sociales [-320 mio EUR] et la TVA [-190].

Pour les recettes dans leur ensemble, la moins-value en fin de période est de 1.4 mia EUR.

A noter qu'en fin de période, les taux de croissance des recettes dans les deux scénarios alternatifs reviennent sur celui du scénario central.

L'impact sur les recettes du choc positif est à l'image de celui sur le PIB: plus modéré et mieux étalé dans le temps. A la fin de la période, il permettrait au fisc d'engranger environ 500 mio d'EUR en plus.

Graphique 32:
Dépenses publiques



Source: STATEC

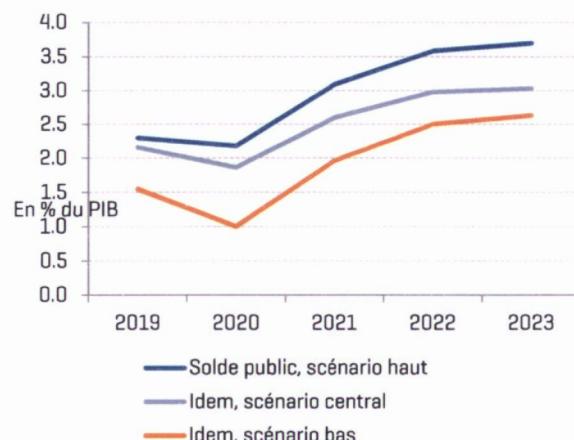
Dans Modux, le modèle macroéconométrique du STATEC, utilisé pour établir les projections et les scénarios alternatifs, les dépenses publiques sont en partie endogènes. Cela reflète le constat empirique que les trois quarts environ des dépenses sont liées directement à l'échelle mobile (une bonne partie des dépenses de sécurité sociale, la masse salariale, et, dans une moindre mesure, l'investissement et la consommation intermédiaire).

En cas de choc défavorable qui tire les prix vers le bas, les dépenses s'ajustent donc aussi à la baisse, et l'impact de la baisse des recettes sur le solde se trouve réduite.

Dans le cas précis des simulations entreprises ici, l'inflation et donc l'échelle mobile sont très peu affectées lors du choc favorable (support des politiques publiques). Ainsi, comme les simulations sont entreprises "à politique budgétaire domestique inchangée" (le support politique émanant de la zone euro), les dépenses changent très peu. On pourrait par exemple imaginer que le surcroit de recettes d'environ 500 mio EUR en 2023 donnerait lieu à des dépenses additionnelles. Mais cette éventualité très réaliste n'est pas intégrée dans les simulations.

Dans le cas du choc défavorable, par contre, les dépenses réagissent, en s'affaissant par rapport au scénario central (1 mio EUR de moins en 2023).

Graphique 33:
Solde public



Source: STATEC

Si l'intérêt des simulations réside dans le fait de pouvoir définir un intervalle à l'intérieur duquel l'évolution macro-économique aurait la plus grande probabilité de se situer en 2019 et 2020 resp. à moyen terme, il importe ainsi de considérer l'écart entre la variante "haute" [support politique] et "basse" [guerre commerciale] pour ce qui concerne le solde public.

L'intervalle ainsi défini serait d'environ 1 point de PIB ou, en termes monétaires, en 2023, de quelque 900 mio EUR. On pourrait interpréter ce montant comme une marge de manœuvre domestique en terme de politique budgétaire et fiscale, mais il faudrait en prendre la moitié en terme de déviation par rapport au scénario central, soit environ 450 mio EUR [en 2023] contre 250 mio EUR en 2019 [le montant augmentant au fil du temps].

En cas de choc favorable, c'est ce qui pourrait être dépensé en plus, toutes choses égales par ailleurs, et en cas de dégradation de la situation internationale, via le ressort des tensions commerciales, il faudrait aller chercher à moyen terme un coussin de sécurité d'environ 450 mio EUR afin de ne pas voir se dégrader la situation budgétaire au-delà de ce qui est prévu dans le scénario central.

En réalité, la marge de manœuvre est probablement plus grande car ces simulations sont à politique inchangée.

Tableau 3: projections à moyen terme 2019-2023, scénarios alternatifs haut et bas

	2019	2020	2021	2022	2023
Déviations en points de % du taux de croissance par rapport au scénario de base (sauf si spécifié différemment)					
Principales hypothèses					
<i>PIB zone euro [vol.]</i>					
- Haut ¹	0.4	0.6	0.2	-0.2	-0.2
- Bas ²	-0.7	-0.9	-0.4	0.2	0.1
<i>Indice boursier européen EuroStoxx</i>					
- Haut	4.0	1.9	0.6	-1.0	-1.8
- Bas	-17.5	2.0	5.9	5.1	1.0
<i>Prix PIB zone euro</i>					
- Haut	-0.1	-0.4	-0.4	-0.1	0.1
- Bas	0.0	-0.6	-1.3	-1.3	-0.7
<i>Prix pétroliers [USD/baril - écart absolu]</i>					
- Haut	2.9	3.1	2.2	1.1	0.2
- Bas	-12.8	-18.2	-16.4	-15.0	-15.3
<i>Taux de change [USD/EUR - écart absolu]</i>					
- Haut ³	0.05	0.04	0.01	0.00	0.00
- Bas	-0.04	-0.02	-0.02	-0.01	-0.01
<i>Taux d'intérêt court terme EUR [écart absolu]</i>					
- Haut	0.0	-0.4	-0.6	-0.8	-0.7
- Bas	-0.2	-0.6	-0.9	-1.1	-1.4
<i>Taux d'intérêt long terme EUR [écart absolu]</i>					
- Haut	-0.2	-0.6	-0.7	-0.8	-0.8
- Bas	0.2	-0.5	-0.8	-0.9	-0.7
Déviations en points de % du taux de croissance par rapport au scénario de base (sauf si spécifié différemment)					
Principaux agrégats macroéconomiques					
<i>PIB [en vol.]</i>					
- Haut ¹	0.4	0.6	0.5	0.2	-0.1
- Bas ²	-1.7	-0.4	0.1	0.5	0.3
<i>Prix du PIB</i>					
- Haut	0.2	0.1	0.2	0.0	-0.1
- Bas	-1.2	-0.6	-0.2	0.1	0.1
<i>Ecart de production [en % du PIB - écart absolu]</i>					
- Haut	0.4	1.0	1.5	1.7	1.5
- Bas	-1.6	-2.0	-1.9	-1.4	-1.1
<i>Emploi total intérieur</i>					
- Haut	0.1	0.2	0.3	0.3	0.1
- Bas	-0.4	-0.3	0.0	0.3	0.3
<i>Taux de chômage [% de la pop. active - écart absolu]</i>					
- Haut	0.0	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3
- Bas	0.1	0.2	0.3	0.4	0.4
<i>Indice des prix à la consommation [déflateur comptes nat.]</i>					
- Haut	0.1	0.1	0.1	0.0	-0.2
- Bas	-0.9	-1.0	-0.6	-0.3	0.0
<i>Coût salarial nominal moyen</i>					
- Haut	0.2	0.3	0.3	0.1	-0.2
- Bas	-1.2	-1.0	-0.6	-0.3	-0.1
<i>Solde public [% du PIB - écart absolu]</i>					
- Haut	0.1	0.3	0.5	0.6	0.7
- Bas	-0.6	-0.9	-0.6	-0.5	-0.4
<i>Dépenses publiques [mio EUR - écart absolu]</i>					
- Haut	18	21	23	-9	-83
- Bas	-237	-504	-733	-905	-1 020
<i>Recettes publiques [mio EUR - écart absolu]</i>					
- Haut	112	246	398	480	471
- Bas	-637	-1 085	-1 220	-1 305	-1 376

¹ Guerre commerciale mondiale généralisée [scénario développé par Oxford Economics, simulations effectuées par le STATEC]; NB le scénario inclut un Brexit sans accord.

² La politique soutient la reprise mondiale alors que les craintes d'une guerre commerciale disparaissent [scénario développé par Oxford Economics, simulations effectuées par le STATEC].

³ Un chiffre positif correspond à une appréciation de l'EUR.